



Notre-Dame-des-Landes

Laisse béton !



Photo Daniel Maunoury

● Lettre ouverte
à Jean-Marc Ayrault

page 3

● Arcelor à Florange
Full Mittal Racket

page 5



Sommaire



Actualité

- Lettre ouverte au Premier ministre**, par J.-P. Tertrais, page 3
Où il est question d'ArcelorMittal, par G. Goutte, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
La représentativité syndicale, de Fabrice, page 7
La Chronique néphrétique, de Rodkol, page 8
Restauration et Nouvelle Droite, par A. Etta, page 9
Chasse aux homos en Ouganda, par Pat, page 10

Arguments

- Des politiciens à la façon d'Héliogabale**, par N. Potkine, page 11
D'invisibles petites mains vertes, par P. Pelletier, page 12

International

- Libres femmes espagnoles**, par R. Pélagie, page 15

Expressions

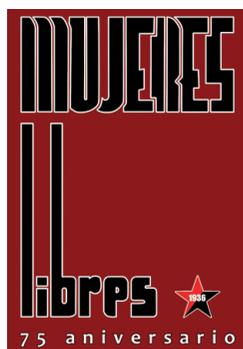
- Cipriano Mera, un militant exemplaire**, par J. Roman, page 18
La Commune libre de Saint-Martin, par F. Grandebru, page 20
Un nouvel éditeur libertaire, par Rafael, page 21
La créature de Manolo Prolo, par Nicolas, page 22

Mouvement

- Radio libertaire**, page 22
Carnet de bal, page 23

Illustrations

- Aurelio, Jhano, Kalem, Krokaga,
Manolo-Prolo, Nemo, Valère**



Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



Lettre ouverte à M. Ayrault

Jean-Pierre Tertrais

PENDANT la liquidation du site, la lutte de classe continue. La direction de l'usine PSA d'Aulnay convoque cinq ouvriers en vue de sanctions. Ennemis probables de la modernité qui profite, ces travailleurs sont accusés, à mots couverts, de saboter la production en flemmardant au lieu de gagner vaillamment leurs indemnités de licenciement. Résultat, plusieurs centaines de leurs camarades débrayent en solidarité, paralysant la production. C'est bien fait, mais ça n'est pas suffisant.

Oserons-nous suggérer au pauvre ministre Montebourg la nationalisation temporaire du groupe PSA, en vue de sa transformation en coopérative ouvrière de production? Attention: tout le groupe, y compris la banque PSA et les filiales rentables! Car, rappelons-le, le capital français n'est pas moins volage que le capital indien, et ce qui vaut pour Arcelor à Florange devrait valoir pour Peugeot à Aulnay et ailleurs. On ne doit pas laisser saucissonner les entreprises en activités «juteuses» d'une part, que les patrons garderaient pour eux, et activité nécessaires mais coûteuses, d'autre part, que la collectivité prendrait en charge, soit directement, soit par le biais de subventions répétées à des repreneurs successifs, en fait chasseurs de primes.

Et, puisque l'on parle de financement public et de bénéfices privés, comment ne pas évoquer le pharaonique projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes? Conçu dans les années soixante, époque où il était excusable d'envisager une explosion du trafic aérien, le voilà qui resurgit un demi-siècle plus tard, en pleine crise économique, alors que le pétrole se fait rare et cher et que la population se paupérise. Son utilité est résolument douteuse. Son impact sur l'environnement, catastrophique. Ses perspectives économiques, un gouffre. Alors pourquoi s'obstiner?

Pour le petit Noël des entreprises. En l'occurrence Vinci, groupe géant du BTP et des concessions de service public, qui s'illustre notamment en monopolisant les parkings des centres urbains et en prélevant la gabelle sur des autoroutes vingt fois remboursées. Eh bien ce grand groupe national va patriotiquement encaisser les (éventuels) bénéfices pendant 55 ans, tout en laissant démocratiquement la collectivité payer les déficits. Et plus l'État sera engagé là-dedans, plus on lui demandera d'argent, sous tous les prétextes. Racket? Oui.

AVEC LE SUBTIL DOSAGE de narcissisme et de paranoïa qui caractérise l'ensemble de la classe politique, vous déclarez, dans la presse de caniveau, en l'occurrence Paris-Match: «Nous avons choisi de relever le défi du développement économique et de l'attractivité.» Quand on sait que, dans les années 1960, il s'agissait d'édifier au même endroit un «Rotterdam aérien», ces propos indiquent avec clarté – mais on s'en doutait – que vous avez parfaitement intégré la complicité criminelle entre le capitalisme industriel et l'État technocratique qui, au nom de l'aménagement du territoire, a transformé la planète en chantier perpétuel, perfidement enjolivé par une phraséologie imbécile: exigence de compétitivité, pôles d'excellence, haute qualité environnementale, développement durable... Que vous assumez l'héritage – en le faisant fructifier – d'une perversion des politiques publiques impulsées par les grands corps de l'État (mines, ponts et chaussées, génie rural, eaux et forêts), détenteurs du monopole de l'expertise. Que vous inscrivez votre action dans un projet d'essence totalitaire qui, se nourrissant d'une confiance aveugle dans le progrès scientifique, l'innovation technologique, l'idéologie de la concentration... et la vertu autoréglatrice du marché, multiplie les grands projets inutiles et coûteux, assure la privatisation de l'espace public, la dépossession et le déracinement des populations, la captation et le contrôle du vivant, c'est-à-dire entraîne la société dans une dramatique fuite en avant. Ce massacre ayant pour seuls objectifs la volonté de puissance, le rayonnement international, la loi du profit, et surtout la survie d'un système à qui la croissance est indispensable.

C'est sans états d'âme que vous édifiez votre carrière politique au service des entreprises du BTP (Vinci, Bouygues ou Eiffage) qui construisent leur business sur la résignation des «citoyens». C'est sans aucun complexe que vous confortez un urbanisme délirant dont la finalité, derrière l'alibi-langue de bois de l'«optimisation de la gestion de l'espace urbain», n'est autre que la normalisation-sécurisation des quartiers (c'est-à-dire le contrôle et l'expulsion des populations précaires ou immigrées), leur quadrillage par des dispositifs de



surveillance de haute technologie, la transformation d'espaces libres en lieux d'enfermement payants, avec les moyens que l'on sait (semblants de concertation, simulacres de démocratie, spéculation immobilière, opacité des tractations financières, etc.) et les conséquences désormais connues au niveau humain, social, écologique (solitude, dépression, mal-être, destruction du patrimoine paysager, perturbation des écosystèmes, épuisement des ressources, etc.).

Galvanisé par un mépris sans bornes, vous assénez: «Nous sommes dans un État de droit. Quand les décisions sont prises, la loi doit être respectée.» Il semble que votre conception de l'«ordre républicain» soit à géométrie variable. Vous justifiez le futur aéroport par le fait qu'il ait été reconnu d'utilité publique, et pourtant vous combattiez en 1997 le projet de centrale nucléaire du Carnet alors que l'État l'avait déjà déclarée d'utilité publique! Il semble aussi que vous omettiez votre régulière propension à vous asseoir sur ladite loi. Cette interprétation tous azimuts vous permet de cumuler de multiples mandats: Premier ministre, maire de Nantes (depuis vingt ans, ce qui vous a laissé le temps de mettre en place un verrouillage efficace), président de Nantes Métropole, député, président d'un groupe à l'Assemblée nationale. Vous paraissez aussi oublier votre condamnation à six mois de prison avec sursis en 1997 pour favoritisme dans l'attribution d'un marché public (même si une réhabilitation est intervenue depuis).

Un moment d'égarément, sans doute, dans un contexte de grande probité. Et, lorsqu'en 2008 vous demandiez à vos sbires de lister quartier par quartier les « opposants notoires », il s'agissait probablement de leur venir en aide. Il n'échappe en effet à personne qu'en matière de cuisine électorale c'est à leurs casseroles qu'on reconnaît les grands chefs.

Avec l'aplomb qui sied aux hommes providentiels, vous déclarez, pour justifier le nouveau, que « l'actuel aéroport posera des problèmes de sécurité et d'environnement ». Comme si vous manifestiez le moindre soupçon d'intérêt pour la question écologique, malgré la mise en place d'un prétendu grand débat sur la transition énergétique. Rassurez-nous, ce n'est pas pour se protéger du réchauffement climatique que la tête de l'État s'est munie d'un sombre Ayrault, et le fait que Nantes vienne d'être élue « capitale verte de l'Europe » pour 2013 est bien un gag ! Alors que, tous les dix ans, en France, c'est l'équivalent d'un département qui disparaît en terres agricoles, la construction de l'aéroport et des dessertes routières sur 1 650 hectares doit être perçue pour ce qu'elle est, une aberration supplémentaire. Faut-il aussi vous rappeler que les réglementations française et européenne interdisent de porter atteinte aux zones humides, éléments caractéristiques du bocage concerné, et indispensables à la régulation des rivières, à la reconstitution des nappes phréatiques et à la dépollution ? Mais l'essentiel est ailleurs : non seulement cet aéroport, qui déplacerait un problème sans le résoudre, serait incompatible avec le projet de réduction des gaz à effet de serre, mais il deviendrait « opérationnel » en 2017, c'est-à-dire à une période où le renchérissement du prix du pétrole aura déjà mis à mal l'aviation civile. Par ailleurs, les capacités d'optimisation de l'aéroport actuel ont été nettement sous-évaluées et la crise a sérieusement affecté le rythme de croissance du transport aérien. C'est pourquoi afficher un objectif de neuf millions de passagers en 2050 est non seulement irresponsable, mais absurde. En outre, il serait temps de reconnaître que l'avion ne contribue en rien à l'émancipation de l'homme. Si l'aviation dans son ensemble est un scandale social par son accès inégalitaire, le tourisme de masse n'en est pas moins un instrument de destruction des cultures. Enfin, les échecs des travaux pharaoniques ne manquent pas : Angers dispose d'un aéroport neuf, qui a coûté beaucoup d'argent... et qui est fermé la moitié de l'année !

En dépit d'une détermination de plus en plus forte des résidents de la ZAD qui « ne lâcheront rien » et d'une remarquable mobilisation solidaire (manifestation du 17 novembre et soutien quotidien), en dépit aussi de mises en garde y compris provenant de votre propre camp, vous vous acharnez à multiplier les assauts policiers et le saccage des lieux, à raison de 500 000 euros par semaine (à ajouter aux 650 millions du projet lui-même).

L'austérité, c'est pour la plèbe ! Découvrant le vrai visage de la « gauche », vous persévérez à maintenir une logique répressive qui n'a effectivement rien à envier à celle de vos prédécesseurs. Et le risque est réel que les affrontements débouchent sur des incidents graves. Vous devriez vous méfier des dommages « collatéraux » ! De concert avec le spécialiste de la contredanse, M. Valls... à trois temps (identifier-harcèler-expulser), vous vous vautre dans l'illégalité – que vous dénoncez par ailleurs –, ne serait-ce que par la destruction de cabanes érigées sur des terrains non expulsables avant mars 2013. Mais le capital n'attend pas !

Cette tentative de passage en force, cette politique de la terre brûlée ne constituent pas seulement une erreur sur le plan stratégique, une ineptie au plan intellectuel, mais une faute morale. En contribuant à entretenir la spirale infernale du bétonnage et des expulsions préalables, vous arrachez à la terre des histoires de vie, vous imposez la souffrance à des gens ordinaires qui ne demandent qu'à prendre en main leur avenir, à tisser des liens, à construire des jardins partagés, des chantiers collectifs... Bref, à exister. Mais en promoteur zélé de la modernité, la ruralité ne vous intéresse sans doute que figée dans un musée.

Je vous invite à méditer ces propos d'une habitante de la ZAD : « Quand tu plonges tes mains dans une terre, tu ne les retires pas comme ça. » Mais je ne suis pas sûr que le peu d'humanité qu'il vous reste vous permette d'en mesurer la portée parce que, s'il faut détruire l'homme pour en faire un militaire, il faut déjà sévèrement l'avilir pour en faire un politicien. Obstiné à défendre les intérêts financiers des groupes privés au détriment de celui des plus vulnérables, occupé à stigmatiser les « activistes ultraminoritaires », vous ne percevez pas que ce combat participe d'une lutte plus globale – certains l'ont comparé à Plogoff ou au Larzac, d'autres ont évoqué une guerre de tranchées – que le mode de production et de consommation que vous soutenez est déjà obsolète, que le système que vous voulez sauvegarder est sous perfusion pour avoir nié à la fois les valeurs humaines essentielles et les contraintes écologiques incontournables.

Incapable de tirer les leçons de l'histoire, vous vous êtes engagé dans une impasse : de nouveaux collectifs de soutien se constituent ; les assauts violents et répétés des abrutis en uniforme ne peuvent que renforcer la solidarité et l'émergence de diverses formes de désobéissance civile au sein d'une population qui perçoit de plus en plus clairement les véritables enjeux ; des recours juridiques ont été déposés auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Monsieur Ayrault, quels que soient le niveau d'indifférence d'une partie de la population et le degré de lâcheté des élus écologistes, vous avez d'ores et déjà perdu. Que votre volonté soit inébranlable ou qu'elle faiblisse, jamais l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ne verra le jour ! **J.-P. T**

Notre-Dame-des-Landes, stupéfaction

Selon l'équipe de soins volontaires de la Vache rit : « Depuis des semaines d'occupation et de harcèlement policier et militaire, nous n'avions jamais atteint avant le samedi 24 novembre, un tel pic de violence avec une centaine de blessés, dont une trentaine graves. » Une vingtaine de personnes ont été touchées par des éclats de grenades assourdissantes, aux jambes, aux bras, à la lèvre, au bas ventre. Bouts métalliques ou plastiques entrés dans les chairs, souvent non extractibles, donc gardés à vie. Une victime risque de perdre son œil droit. Suite à des tirs tendus de flashball, on dénombre quatre blessures au thorax, avec fractures de côtes et état de choc, de multiples blessures aux jambes et aux mains et une blessure hémorragique au visage.

Notre-Dame-des-Landes, encore

Le lundi suivant ces violences, des dizaines de soutiens sont venus rejoindre les 45 tracteurs enchaînés autour des nouvelles cabanes construites par les opposants au projet. Ces « nouvelles cabanes » de la Châtaigneraie sont devenues des lieux emblématiques de la lutte car elles ont été construites collectivement lors de la grande manifestation du 17 novembre.

Notre-Dame-des-Landes, fin (à suivre)

En début de la semaine avant bouclage, le gouvernement semblait à être isolé, avec le positionnement récent anti-aéroport de l'UDI de Borloo, celui de la FDSEA d'Ile-de-France, etc. Mais, depuis, Ayrault peut se targuer du « glorieux » soutien de Bussereau et de Mariani (!). Encore mieux, plusieurs élus de l'Ouest, essentiellement socialistes, ont réaffirmé en cours de semaine leur attachement au « grand projet d'avenir » de l'aéroport, mettant en avant la création d'emplois dans une région en plein développement : « Notre obsession, c'est l'emploi », ont déclaré ces derniers. Or, selon nos sources, on sait que seuls les emplois temporaires seraient créés durant les travaux, mais aucun côté exploitation après la mise en service de l'aéroport, puisque le personnel serait transféré et recasé d'autres places de France, dont celui de Nice.

Molly, reviens !

T'en as oublié un
(au moins)

Lakshmi Mittal, presque 30 milliards de dollars dans la poche, veut jeter dans la misère des milliers de travailleurs pour arrondir sa bourse. Les soi-disant socialistes au pouvoir le laissent faire et l'aident à rouler dans la farine les syndicats. À quand les grands moyens ?



CHÈRE MOLLY MAGUIRE *,

V'la que nous, travailleurs, on aimerait bien te voir revenir ici-bas, par chez nous. Le temps, du moins, d'une petite tournée, histoire de rattraper un peu le retard pris par cette noble croisade contre les affameurs et autres grands qui nous gouvernent et nous exploitent. En ton temps, tu eusses fait sauter quelques têtes, crever quelques bides, casser quelques gueules. Il est certain que liquider un bonhomme est plus catholique qu'anarchiste (tu étais d'ailleurs toi-même catholique – mais, une fois morte, sans doute t'es-tu rendu compte qu'il n'y a pas plus de dieu en ce monde que de patrons bienveillants ou de flics honnêtes), mais, parfois, à en écouter certains, à les regarder agir, on en vient à nourrir l'envie de les voir perdre leur tête. Pour de bon.

Ici-bas, dans notre France de 2012 (qui a renié les trois-quarts des nobles idéaux de la Grande Révolution), il y a justement un de ces bonshommes dont on aimerait bien que la caboche prenne le large. Son nom? Lakshmi Mittal. Sa fortune? 28,7 milliards de dollars américains (le sixième plus grand friqué de la planète). Petit retour sur un de ses (nombreux) méfaits.

En janvier 2006, tenté par la sidérurgie, il rachète Arcelor et affirme vouloir créer plus de 2000 emplois dans l'Hexagone. Concert d'éloges de la part du gouvernement d'alors, qui ne manque pas de nous ressortir son couplet mensonger sur les bienfaits des grands industriels. Mais la désillusion ne tarde pas... En décembre 2008, il annonce la suppression de 9 000 postes dans le monde, dont 1 400 en France, et ce malgré une hausse de 27 % des bénéfices du groupe. En mars 2009, il continue son sabrage général et promet, cette fois, la suppression de 10 000 emplois! Courant 2011, les deux hauts-fourneaux belges de Liège mettent la clé sous la porte et ceux de Florange, en Moselle, sont stoppés pour une durée prétendument limitée. En octobre 2012, après avoir mis un terme à l'aciérie luxembourgeoise et après avoir raflé toutes les

subventions françaises à tous les étages, il annonce la fermeture définitive des deux hauts-fourneaux de Florange, mettant ainsi 6 000 salariés au chômage...

Pour tenter de résoudre le merdier ainsi créé (promesses de campagne électorale obligent), le gouvernement socialiste, en la personne du ministre du Redressement productif, s'est tout récemment proposé de racheter l'intégralité du site de Florange, avant de le revendre à des repreneurs éventuels. (Tu te doutes bien, chère Molly, que, dans l'absolu, ce contrôle étatique de la production ne rencontre pas les faveurs anarchistes, mais, dans l'immédiat, ça sauverait des emplois, et il serait malvenu de rejeter cette solution avec la même véhémence.) Mais c'était compter sans la rapacité de Mittal, qui a écarté d'un revers de main l'idée de céder à l'État français l'intégralité du site mosellois. Celui qui pèse déjà près de 30 milliards de dollars américains ne souhaite pas se séparer ainsi des secteurs très rentables de Florange. Face à ce refus, le ministre Montebourg, dépourvu de sa chouette marinière – délaissée au profit d'un impeccable costard (français?) –, s'est quelque peu emporté (c'est déjà beaucoup dire) en affirmant que le milliardaire indien n'était plus le bienvenu en territoire français. Bien que les OQTF ne soient délivrées qu'aux pauvres, le maire de Londres, le cynique imbécile Boris Johnson, s'est inquiété du bien-être de ce grand patron et lui a proposé l'asile en le mettant en garde contre les « sans-culottes » qui se seraient emparés du gouvernement français! (Malheureusement, chère Molly, les sans-culottes ne se sont emparés de rien du tout. Les Girondins et le Marais ne le laisseraient pas faire.)

Finalement, vendredi 30 décembre, dernier jour avant le mois des fêtes, Mittal, peut-être un peu inquiet (ou peut-être pas), a promis un investissement de 180 millions d'euros sur cinq ans pour le site de Florange. Dans la foulée, Jean-Marc Ayrault, qui semble

plus enclin à exproprier des petits paysans bretons qu'un grand baron de l'industrie, a affirmé qu'il n'y aurait donc pas de nationalisation, saluant de fait l'accord conclu. «Ouf», a-t-on sans doute soufflé dans les bureaux du Medef. «Ouf», aussi, du côté du gouvernement. Mais, pour l'heure, rien ne garantit que le richissime Mittal ne tienne parole. Et quand on repense aux déclarations qu'il tenait quelques années auparavant lorsqu'il acquerrait Arcelor, on est en droit de ne pas mettre le moindre espoir dans ses promesses. Et l'on peut parier que, dans quelques semaines, les salariés de Florange se mettent à nouveau à redouter un plan social.

Voilà, chère Molly, l'affaire qui, pour l'heure, nous occupe. Tu sais tout, ou presque, de l'infâme entreprise de celui qui, comme bien d'autres avant lui, s'était présenté en sauveur. Alors sache que tu nous comblerais si, lors d'un de tes passages ici-bas, tu pouvais repartir avec, dans ton baluchon, la tête de ce gros plein de fric qui incarne à la perfection l'impudence de ce monde.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

*: Pour ceux qui n'auraient jamais entendu parler de ce grand personnage de l'histoire de la lutte des classes, l'Irlandaise Molly Maguire a, de son vivant (les années 1840), mené la vie dure aux propriétaires terriens de son pays. Leader du Parti de la terre libre, elle liquidait, avec l'aide de ses fils, les propriétaires qui expulsaient de leur terre les petits paysans. Elle s'en prenait également aux agents réclamant l'impôt et autres huissiers. Dans les années 1850, traquée par les autorités, elle s'exila aux États-Unis avec ses camarades de lutte, qui trouvèrent du travail dans les mines de charbon de l'Oncle Sam. À nouveau confrontés à l'exploitation capitaliste, ils reprirent leurs méthodes radicales pour protéger leurs intérêts en tant que travailleurs. Et ce ne fut pas inutile.

Brèves de combat

Sans-papiers !

Manuel Valls a publié une circulaire « clarifiant » les conditions dans lesquelles un étranger en situation irrégulière peut obtenir un titre de séjour. Pour les parents, le gouvernement exige désormais cinq années de présence en France et un enfant scolarisé depuis au moins trois ans. Pour les salariés, la circulaire articule des critères de présence sur le sol français (trois à sept ans), d'ancienneté dans le travail (huit à trente mois) et d'embauche effective (contrat de travail ou promesse d'embauche). Selon les associations de soutien, « comme Manuel Valls ne souhaite pas dépasser la jurisprudence Sarkozy, c'est-à-dire environ 30 000 régularisations par an, on peut donc imaginer que certains critères ne seront pas appliqués. » Il y a en effet fort à parier que cela se passe ainsi...

Occupation à Lille

Une centaine de sans-papiers, dont trois enfants, occupent l'Église réformée à Lille pour réclamer une régularisation de leur situation et être reçus en préfecture. Les 120 personnes en situation irrégulière avaient précédemment occupé pendant quelques heures le siège du Parti socialiste du Nord le 8 novembre, ainsi que la maison de la médiation de la mairie de Lille le 2 novembre, date à laquelle ils se sont déclarés en grève de la faim. Ils en sont au 30^e jour à l'heure du bouclage.

Météo syndicale



AH POURTANT LE PÈRE du secrétaire confédéral sortant de la CFDT avait bien dit que l'Est n'avait pas capacité à œuvrer dans le vaste champ de la sidérurgie européenne! En effet, quand dans les années 1970 une partie¹ du syndicalisme représentatif marchait main dans la main avec les ayants droit des maîtres des Forges, il suivait la droite (sic) ligne du rapport Lecat². Aujourd'hui sans faire de jeu de mots, ça chauffe à Florange. Les nouvelles tombées de la bouche du Premier ministre sont sèches comme le couperet d'une guillotine: pas de plan social, pas de nationalisation! Édouard Martin, délégué CFDT, a déclaré avoir « le sentiment d'avoir été trahi une nouvelle fois ». Quant à la CGT, pour ne citer qu'elle, « c'est une trahison, une incohérence totale par rapport aux déclarations de la semaine. C'est de l'enfumage ». Un hara-kiri collectif sera-t-il offert à la gauche au pouvoir?

Nationalisation, coopérative, le débat était lancé. Il est vieux comme le mouvement ouvrier, quoique la nationalisation s'est surtout présenté comme plus qu'une alternative à la Libération... Pour parler d'événements plus proches dans le temps, rappelons-nous les combats de Lip. Quand les ouvrières (c'étaient elles qui étaient majoritaires dans la militance) ont décidé la reprise de la production, les réactions premières ont été mitigées. Nous ne parlerons pas des « forces objectivement réactionnaires » de tout bord, mais des avis divergents quant à la gestion ouvrière dans un monde capitaliste. Pour ne parler que du mouvement libertaire on grognait sur la

CFDT, l'influence catho et l'association au concept d'autogestion. Dans la ville natale de Proudhon des travailleuses et des travailleurs mettaient en œuvre des idées libertaires sans s'en réclamer! Des dizaines d'années après on glorifie un film sur ce sujet, tant mieux; les militantes et militants ont changé. Il n'empêche qu'aujourd'hui le feu est au lac et que Hollande fait une fois de plus le grand écart. Attendre la chute sans préparer des alternatives serait une erreur du monde du travail. Malheureusement entre conflits internes et crise économique on laisse objectivement le « Mède » avancer la destruction du Code du travail. Une réponse syndicale unitaire est urgente. Encore faudrait-il qu'on cause de syndicalisme et pas de pouvoir politique tous azimuts.

Jean-Pierre Germain

1. Il s'agit bien sûr de la CFDT, déjà « engagée dans l'autonomie ». Demandez aux anciens d'Usinor Dunkerque! Quant aux autres boutiques syndicales, elles étaient plus discrètes...

2. Au début des années 1970, ce personnage étiatique déclarait que la France n'avait pas vocation graphique.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Toujours plus d'exploitation

DES ÉLECTIONS CONCERNANT les 4,6 millions de salariés des TPE (toutes petites entreprises) ont lieu en ce moment. Il s'agit pour ces salariés de l'artisanat et des services notamment, particulièrement peu syndiqués, de voter sur sigle pour participer à l'appréciation étatique de la «représentativité» des organisations syndicales.

Il faut se souvenir en effet que suite à la position commune (Medef-CGT-CFDT) d'avril 2008 Sarkozy s'est empressé de concocter une loi «syndicicide» publiée le 20 août 2008, dont l'objectif inavoué et inavouable était de recomposer le paysage syndical. L'idée était qu'au terme du processus il ne reste que deux syndicats autorisés (et financés) par l'État et les patrons: la CFDT pour le pôle abusivement qualifié de réformiste (mais en fait profondément réactionnaire) et un pôle plus combatif supposé incarné par la CGT.

Ce petit arrangement entre amis prévoit qu'en 2013 une «grande pesée» synthétise les résultats des votes aux élections professionnelles. Cela déterminera les confédérations syndicales à même juridiquement de discuter et négocier les accords interprofessionnels. Pour les autres qui n'atteindront pas les 10 %...

C'est dans ce cadre que l'État s'est rendu compte qu'il avait oublié ces salariés «invisibles» des TPE et qu'il a bidouillé ces élections. Chacun sait que le taux de participation va être très bas (le ministère prévoit moins de 10 %), que les conditions de vote (par voie électronique) n'offrent aucune garantie sur la véracité des résultats mais là n'est pas l'essentiel. Le but est de faire croire que ce sont tous les salariés des grandes comme des petites boîtes qui auront défini la représentativité des syndicats (comme si la légitimité des syndicats pouvait émaner de bulletins de vote) faisant de ces derniers des machines électorales à l'image des partis politiques. À noter que dans la fonction publique des accords similaires (accords de Bercy signés par la CFDT, l'Unsa, la CGT, la FSU et Solidaires!) ont été mis en place.



Ces élections des salariés TPE ne sont donc pas, c'est le moins que l'on puisse dire, un enjeu majeur de lutte de classe! On peut s'étonner d'ailleurs au passage que la CNT (une CNT...) ait jugé pertinent de se présenter sous prétexte que cela permettait de diffuser quelques millions de professions de foi au frais de l'État.

Ce ne sont pourtant pas ces professions de foi ni les bulletins de vote virtuels qui sont susceptibles de modifier le rapport de forces entre exploités et exploités. Comme il a déjà été expliqué dans les colonnes du *Monde libertaire*, les patrons et leurs subsidiaires gouvernementaux considèrent que ce rapport penche nettement aujourd'hui en leur faveur. D'où les cadeaux aux entreprises à hauteur de 20 milliards par an (sous forme de crédits d'impôts) décidés par les écolos sociaux dans le cadre de leur pseudo-pacte de compétitivité, d'où les 10 milliards supplémentaires de réduction de dépenses publiques dans le cadre de ce qu'on appelle désormais la Modernisation de l'action publique (qui poursuit et aggrave même la sinistre RGPP de Sarko), d'où les prétentions ahurissantes du Medef dans les négociations actuelles pour une «meilleure sécurisation de l'emploi». Toujours le mot pour rire ces patrons! La copie, «œuvre d'un juriste fou», est totalement à revoir, a déjà annoncé Force ouvrière. C'est effectivement le moins que l'on puisse dire: flexibilité maximale du CDI, mise en place d'un délai beaucoup plus réduit pour recourir aux prud'hommes,

plafonnement des dommages et intérêts en cas de licenciement «sans motif réel et sérieux» selon l'expression consacrée, rupture des contrats sans Plan de sauvegarde de l'emploi (pourtant déjà peu contraignants pour les patrons) dans le cadre des accords «compétitivité emploi». Bref c'est la réinvention du servage, l'esclavage moderne en quelque sorte.

Il est plus que temps pour les salariés, les chômeurs de réagir, de s'organiser, de reprendre en main les structures syndicales, d'empêcher les directions syndicales de signer des accords de soumission, de régression et de capitulation. Les anarchistes doivent prendre toute leur place dans cette bagarre au quotidien. De ce point de vue, l'existence au sein de la Fédération anarchiste d'une coordination des militants syndicalistes (CGT, SUD, FO, CNT) et dans un autre cadre le travail des «compagnons de Pelloutier» sont des points d'appui.

Mais il est aussi nécessaire d'ouvrir en parallèle une discussion politique large sur les contours possibles d'un autre futur et sur les moyens à mettre en œuvre à court et moyen terme pour y arriver. En clair, qu'est-ce qu'on veut, avec qui et comment on peut aboutir. De ce point de vue aussi, les militants anarchistes modestement mais réellement doivent mesurer leur responsabilité.

Fabrice

Groupe La Sociale
 de la Fédération anarchiste

Amnesty ou la voix de la raison

Selon l'ONG, l'État français doit mettre fin aux expulsions forcées des campements de Roms: « Si nous notons une amélioration au niveau de l'approche et du discours par rapport aux années précédentes où les Roms étaient souvent stigmatisés par les autorités, la pratique des expulsions forcées se poursuit au même rythme alarmant », explique John Dalhuisen, directeur du programme Europe de l'organisation.

Violences faites aux Algériennes

À l'heure où le monde entier célèbre la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, l'Algérie, elle, déplore un bilan macabre et assiste impuissante face à la montée inquiétante des violences dont sont victimes au quotidien les femmes Algériennes. En effet, selon les associations de défense des droits des femmes, rien que durant les huit derniers mois, pas moins de 261 femmes ont été tuées, après avoir été battues. Plusieurs associations se battent pour « la révision urgente et la modernisation des dispositions du Code pénal et autres textes s'intéressant à toutes les formes de violence contre les femmes ». Nous leur exprimons notre totale solidarité.

Non à la fermeture des urgences

Plusieurs centaines de manifestants, personnel et usagers, sont venus défendre, à l'appel de la CGT de l'AP-HP, le maintien du service des urgences de l'Hôtel-Dieu



Chronique néphrétique

Libres citations

EN CE DÉBUT d'année 2012, j'avais écouté (sur France culture) Serge Audier pour son livre *Néo-libéralisme(s)*. Intrigué, je le commandais derechef à ma librairie Publico préférée ainsi qu'un ouvrage cité lors des entretiens, dont sont extraites les lignes que vous avez pu lire ces deux dernières semaines dans la chronique néphrétique. Certains, parmi nos lecteurs, ont trouvé de qui il s'agissait: un pour l'avoir lu, assurément, à l'époque où il était à droite. Je soupçonne les autres d'avoir retrouvé la piste grâce aux moteurs de recherche... Ce livre, traduit en français en 1938, n'a pas été réédité avant 2011 en France. Il s'agit de *La Cité libre* paru en 1937 aux États-Unis. Son auteur est Walter Lippmann (1899-1974). L'intérêt de ce Lippmann est qu'il est parfois considéré comme le père spirituel du néolibéralisme. J'avais envie de mieux connaître mes ennemis... et me voilà, après lecture, prêt à signer des passages entiers de *La Cité libre*!

«Lippmann est devenu un nom maudit dans toute une partie de la littérature de gauche radicale. Le titre même du best-seller de Noam Chomsky, *La Fabrique du consentement*, est emprunté à une expression de Lippmann, présenté comme le journaliste qui aurait justifié le pouvoir manipulateur des élites contre les aspirations démocratiques du peuple. Dans le grand récit d'extrême gauche sur le néolibéralisme et sur la réaction antidémocratique planétaire, Lippmann fait ainsi figure de pionnier ou de génie du Mal. Une réputation aussi diabolique, imposée par un pamphlétaire aussi influent que Chomsky, ne favorise certes pas une lecture patiente et sans préjugés de ses écrits, pourtant complexes et souvent ambigus, tout comme l'est sa trajectoire politique. Caricaturé par le journaliste Serge Halimi, dans le sillage de Chomsky, comme le "pape de l'essayisme libéral", Lippmann est désormais incessamment et rituellement mentionné dans les livres sur la contre-révolution libérale des années 1970-1980 comme le précurseur des idées qui conduiront au thatchérisme et au reaganisme» (Serge Audier).

En 1938 eut lieu le colloque Lippmann, suite à la parution de *La Cité libre* et à la présence de son auteur à Paris. Or, bien loin d'être un complot d'une droite patronale et d'économistes à la solde du grand capital, ce colloque révèle une diversité de points de vue, souvent contradictoires, qui ne durent leur regroupement qu'au sentiment partagé d'être

menacés par l'évolution du capitalisme, la crise de 1929, l'interventionnisme étatique, la planification économique et les fascismes et stalinisme...

Bien sûr, on trouve dans ce colloque les futurs membres de l'École autrichienne, Mises et Hayek, et ils sont le fil qui relie cette réunion à la politique actuelle: apologie du libre marché et de l'individualisme concurrentiel, rejet de «l'État providence». Plus concrètement, ils furent les piliers idéologiques de la contre-révolution que nous continuons de subir depuis des décennies, contre-révolution qui s'attaque à toute solidarité collective, qui ruine les formes démocratiques et écrase au nom du profit de certains les sursauts écologistes. Mais face à ces tenants de ce que nous devrions nommer «ultralibéralisme» se trouvaient en 1938 des «néolibéraux» opposés au «laissez-faire» des dernières décennies, des amis de Keynes tel Lippmann, des partisans d'une planification douce, un Raymond Aron qui à l'époque se présente comme «socialiste» ou un Bernard Lavergne, connu à l'époque comme l'un des disciples de Charles Gide et de l'école coopérative de Nîmes dont nous parlait Philippe dans le n° 1688 du *Monde libertaire*. Ce Lavergne est justement l'un des premiers à parler de «néolibéralisme» dans les années 1930. Il rejette le vieux libéralisme du XIX^e siècle, s'inquiète de la croissance des monopoles et cartels, de leurs liens avec les États. Il dit préférer un capitalisme réformable à un communisme totalitaire interdisant les syndicats. Il défend «l'ordre coopératif» comme un «capitalisme sans capitalistes». Cela devrait interpeller...

La semaine prochaine, je parlerai de la posture, émouvante à mes yeux, de Walter Lippmann. Posture intellectuelle et éthique qui me semble, vu le contexte des années 1930, admirable, et néanmoins intenable. Non pas parce qu'elle se proclame «libérale» – j'aborderai le contenu ultérieurement – mais parce que cette posture est un inconfortable tiraillement, un équilibre instable, un pied sur le quai, l'autre sur le bateau qui s'éloigne. Posture identique à celle de nombre de nos contemporains militants, aux quatre coins de l'échiquier politique.

Rodkol

Jenny sans bouillir

Quand les kkkatoliks et les mystikkks attakkkent

Albert Etta

Groupe Louise-Michel de la
Fédération anarchiste

ON VA LE SAVOIR que l'UMP se déchire pour le gâteau du parti labellisé «Beaufs de France», on va le savoir que le parti est «au bord de l'implosion». Des heures et des heures de commentaires oiseux à propos de ce vaudeville d'un autre siècle – exercice futile, mais facile à entretenir par des éditorialistes aux idées restreintes et à la curiosité flasque. Tout cela permet d'éviter de parler véritablement d'économie, des profiteurs, des grèves, du désespoir des chômeurs et des travailleurs pauvres, de la paupérisation croissante que connaît ce pays, en allant plus loin que l'évocation, la larme à l'œil, de la hausse de la fréquentation des Restos du cœur¹ et des appels aux dons car, ma bonne dame, mon bon monsieur, la charité, c'est une valeur sûre de nous autres les bourgeois dotés d'une âme lacrymale... Sans parler de l'inanité du débat sur les questions énergétiques et environnementales, réduit généralement à de vagues déplorations ou à une promotion plus ou moins en catimini des gaz de schiste, dont il serait bien idiot, ma bonne dame, mon bon monsieur, de se passer en temps de crise. Et de nous expliquer qu'en Pologne et au Mexique la recherche voire l'exploitation, de ces gaz battent leur plein. La guerre en Syrie n'existe plus pour ces médias, dont l'indignation relève d'une indigne appréciation des choses: Copé-Fillon plus importants que les massacres... Quant aux wahhabito-salafisto-fréro-musulmanistes, attention, braves gens, ils sont à tous les coins de rue de notre pays, fourbes et cruels, prêts à piquer nos allocs ou à faire



instaurer la charia dans les services publics (voir une récente une du Point sur «l'islam sans gêne» et une autre de L'Express et sa manchette «Emploi, Sécurité sociale, santé, le vrai coût de l'immigration»). Quant à la casse de ces mêmes services publics, ces médias s'en foutent ou même la promeuvent: vous comprenez, ma bonne dame, mon bon monsieur, les fonctionnaires il y en a trop, ils travaillent pas assez, et la crise, le triple A, la dette, les marchés! Alors la Grèce et son taux de suicide qui grimpe en flèche, l'Espagne épuisée, le Portugal éreinté, on s'en fout puisque l'UMP vacille. Saint Ducon, le saint patron des disciplinés bourrins télévisuels, veille sur ses ouailles et les vaches sont bien gardées.

Pendant ce temps, les Femen se font casser la gueule par les nervis de la fange catholique en loden vert ou en rangers. Et lorsque la radio et la télé invitent ces féministes de choc pour s'expliquer, c'est avec une morgue de procureur et presque avec une lampe dans la gueule: «Mais quand même, vous êtes violentes, vous offensez les croyants, avec votre nudité et vos extincteurs remplis, m'a-t-on dit, de gaz lacrymo.» Ainsi fusent – et diffusent – les banalités d'une bourgeoisie médiatique engoncée dans une

morale archaïque, qui évite soigneusement, par exemple, de faire régulièrement ses unes sur l'offensive catholique de ces récentes années, qui a notamment commencé, dans une indifférence assez constante, quand les associations réactionnaires ont levé leurs boucliers contre les nouveaux programmes de sciences de la vie et de la Terre au lycée, lorsqu'il s'est agi d'y inclure l'étude de la question du genre. Ces événements, et bien d'autres, sont pourtant le signe qu'une offensive symbolique du camp catholique (soutenu par les autres monothéismes) est en marche, avec, à la clé, la reconquête de son magistère sur les mœurs et l'éthique.

Bref, rien de neuf chez les oligarques des télévisions, radios et magazines qui conforment l'opinion du plus grand nombre. Alors rien d'étonnant qu'il soit si difficile d'être avertis par la presse «mass-médiatique» qu'allait se tenir, et s'est tenue, le 23 novembre, une sauterie des plus sordides²: la réunion d'idéologues de la coalition rouge brun et d'adorateurs des tables tournantes. Les réseaux organisés autour d'Alain Soral, théoricien français du nationalisme révolutionnaire, se sont fait pleinement l'écho de cette rencontre.

Et pour cause. C'est notamment Chez Jenny, célèbre brasserie alsacienne de la place de la République, à Paris, qu'ils se sont retrouvés à l'occasion du «deuxième anniversaire de la naissance à l'éternité de Jean Parvulesco», écrivain d'origine roumaine se situant dans le sillage de Julius Evola et de la Nouvelle Droite. Parmi les invités, on trouve notamment Alexandre Douguine, «orthodoxe traditionaliste, cofondateur du Parti national-bolchevique russe et théoricien du "néo-eurasisme", une version du suprémacisme russe»³, Arnaud de l'Estoire, versé dans l'étude de l'occultisme et de l'ésotérisme, et Claudio Mutti, «philosophe [...] italien et traducteur en italien des Protocoles des Sages de Sion ou de documents de la Garde de fer (organisation nationaliste roumaine des années 1920-1930)»⁴. Ce restaurant a fait de l'accueil de tels cénacles l'un de ses plats de résistance : il y a plus de vingt ans, c'était le Parti nationaliste français qui venait banqueter ici, il y a deux semaines, la droite catholique, avec le mouvement la Droite libre⁵, en présence de Christine Boutin, et maintenant ceux mentionnés ci-dessus. Tous viennent revitaliser en cet accueillant sein choucroutier leurs idées abjectes.

Pour en revenir au 23 novembre, est-ce un micro-événement que ce rassemblement en petit comité d'un fascisme ésotérique et mystique, doublé d'un nationalisme révolutionnaire orné des galons de «généraux» soviétiques en mal d'empire? Probablement pas dans le contexte de redéploiement et de recomposition des extrêmes droites françaises – mosaïques doctrinales fluctuantes, mais permanentes – et d'extrême-droitisation de l'UMP susmentionnée⁶... **A. E.**

Menace de mort sur les homos ougandais



EN OUGANDA, la loi antigay marque son retour et pourrait être adoptée à tout moment. En riposte, les activistes ougandais lancent une riposte internationale et nous nous devons de la relayer dans nos colonnes.

Pour commencer, une chose est certaine : si la loi est promulguée, elle signifie la prison à vie et même la mort pour les personnes gays et lesbiennes en Ouganda. De plus, les «souteneurs» du texte ont prévenu que toute personne leur venant en aide, quelle que soit sa sexualité, sera aussi punie. Si elle passe, elle pousserait les homos, bi et trans à vivre dans l'ombre, les traitant comme des criminels. Un des soutiens de cette loi en appelle même tout le continent africain à condamner les homos à la prison à vie, ce qui ne manquerait pas de déclencher une vague homophobe dans toute l'Afrique.

Pourtant, par le passé, le président Museveni avait promis d'opposer son veto à cette loi monstrueuse. Mais les responsables ougandais s'évertuent à la faire adopter. Et les pressions des personnes influentes du pays pourraient faire céder le président Museveni. Comble du mauvais goût, la porte-parole du Parlement a même déclaré que la loi serait le «cadeau de Noël» offert au pays! En fait, on sait très bien que les politiques utilisent

l'homophobie pour distraire les Ougandais des problèmes réels que rencontre leur pays, c'est-à-dire la corruption et la faible liberté de la presse.

En mai dernier, des millions de personnes ont signé une pétition internationale pour bloquer cette loi et soutenir les militants qui luttent en ce sens en Ouganda et elle a porté ses fruits. Mais, aujourd'hui, le combat recommence. N'hésitez pas, donc, à faire circuler et signer cette pétition à tous vos amis. Il en va de la survie d'une partie de l'humanité.

Avec des milliers de signatures, il sera impossible d'arrêter notre mouvement mondial pour conquérir le simple droit de vivre et d'aimer librement. Mais, comme le montre cette loi perverse, le chemin vers l'égalité est encore jonché d'obstacles.

Pat

Chaque voix est utile pour créer une déferlante mondiale :

<http://www.allout.org/fr/uganda-now>

1. J'ai entendu des journalistes parler de «bénéficiaires» des Restos... Les mots n'ont plus de sens. En ont-ils jamais eu pour ces professionnels du lexique malmené?

2. C'est par des camarades de la Fédération anarchiste que j'ai eu connaissance de cette réunion.

3. Source : <http://nantes.indymedia.org/article/26629>

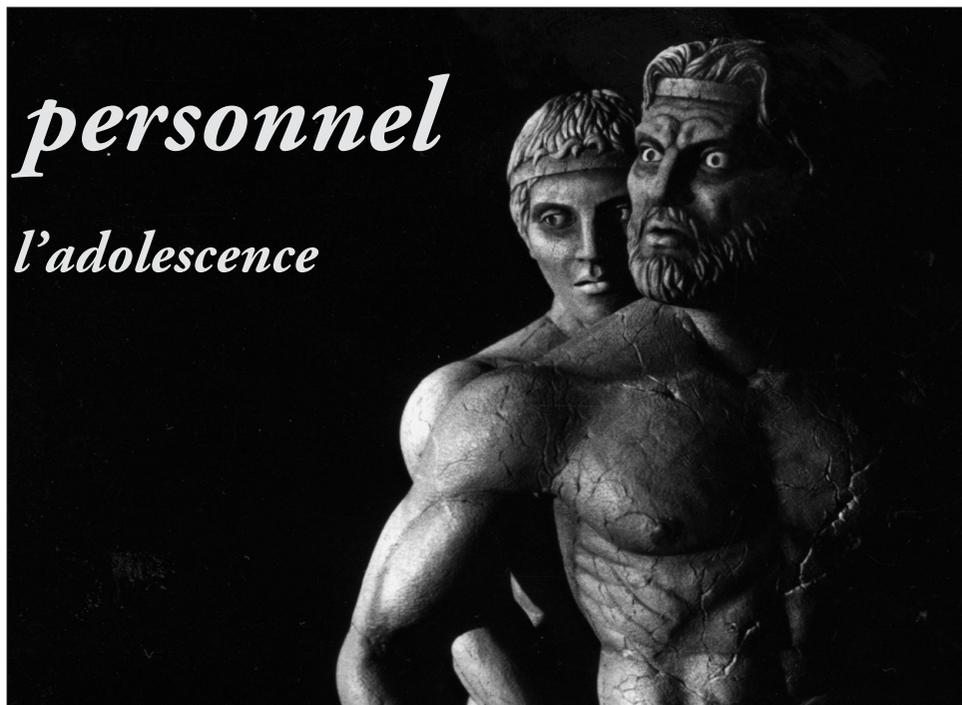
4. Ibid.

5. Qui se présente ainsi sur son site : «La Droite libre est un mouvement libéral-conservateur associé à l'UMP. Nous défendons au sein de l'UMP : les valeurs de droite comme la nation, la famille ou le respect de la loi [...]»

6. Avec Copé, Morano et autres sbires. Et avec Patrick Buisson, enraciné dans le maurrassisme, admirateur de l'OAS et de Le Pen père, ancien directeur de Minute, puis récemment conseiller de Sarkozy, qui veut faire inscrire dans la Constitution les racines chrétiennes de la France. Par décision de Benoît XVI, il a reçu en janvier l'insigne de commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, décerné par le Vatican à des catholiques ayant rendu des services signalés à l'Église.

Du pouvoir personnel

dans ses **rappports** avec l'adolescence



LES SOLDATS ROMAINS qui posèrent la couronne impériale sur d'étranges têtes ne firent jamais choix plus curieux qu'en la personne d'un adolescent syrien, que la rumeur donnait pour fils de l'empereur Caracalla. Julia Soemias, sa mère, encouragea, on s'en doute, cette rumeur. Quelle qu'eût été la vérité, en portant l'enfant de 14 ans au pouvoir, sa mère et sa grand-mère comptaient bien en exercer la réalité. Mais on ne remet pas sans risques le pouvoir à quelqu'un dont la jeunesse masque les inclinations.

À peine couronné, le nouvel empereur demande en public aux sénateurs si eux aussi se sont fait souvent sodomiser, s'ils en ont beaucoup joui, s'ils ont pénétré des vaches et des oies, s'ils se sont ouverts aux membres des chiens. Après quoi il scandalisa Rome en ordonnant le transfert du feu de Vesta et d'autres objets sacrés de l'Urbs au temple d'Héliogabale, dont en Syrie il était le grand-prêtre et dont il prit le nom.

Ce nom laisse transparaitre l'étymologie d'El-Gabal, «Seigneur des hauteurs»; le mot sémitique El, Dieu, se retrouve dans Elohim, Allah, Gabriel, Michel, etc., Gabal se retrouve dans l'arabe djebel, montagne. Les auteurs chrétiens par lesquels nous connaissons sa vie frémissent encore d'indignation qu'il ait ordonné que les rites chrétiens se tinssent en ce temple, eux aussi. Ce décret fut pris au Sénat, en présence de sa mère, la première fois qu'une femme était admise dans l'antique assemblée.

Héliogabale eut cinq femmes, dont, énorme péché, une vestale, prêtresse de Vesta,

la déesse romaine dont le feu, entretenu par les vestales qui prêtaient serment de chasteté, ne devait jamais s'éteindre. Une vestale qui laissait s'éteindre le feu, ou qui couchait avec un homme, plongeait Rome dans la terreur. On la punissait en l'enterrant vivante. Chaque maison romaine était considérée comme un temple à Vesta, déesse du foyer (le *focolare*, là où se trouve le feu familial) autour duquel au moins une fois par jour la famille se devait de prendre un repas en commun.

Il faut chercher l'explication du feu de Vesta dans la métaphore universelle qui lie le désir sexuel et la flamme. Vesta devient alors la déesse qui circonscrit le désir sexuel (la flamme) des femmes dans les strictes limites de la maison, qui empêche le désir sexuel féminin de courir la place publique, comme le fait pourtant le désir masculin.

Ce mariage occupa moins Héliogabale que les affaires vraiment sérieuses. Ses recruteurs parcouraient Rome, et l'empire même, à la recherche d'hommes au phallus énorme. Il aimait plus que tout être sodomisé, jusqu'aux limites de l'élasticité. Il ouvrit des thermes à l'intérieur même du palais impérial afin de juger avec commodité des anatomies du peuple. Conscient qu'un phallus géant ne garantit pas des goûts homosexuels, il se fit entièrement épiler, afin que le désir, donc la rigidité, des hétérosexuels ne faiblisse pas. On raconte qu'il offrit la moitié de l'empire au médecin qui saurait l'équiper d'un vagin.

Il vendait sans se cacher toutes les dignités que l'on souhaitait acheter, apportant au

gouvernement une note de franchise que l'on n'a plus souvent revue. S'il ne vendait pas un poste, écrivent les chrétiens, il le donnait au plus membré.

Assister à un banquet d'Héliogabale n'allait pas sans risques, si l'on en croit l'histoire qui veut qu'il ait étouffé les invités d'une charmante collation sous le poids de dizaines de milliers de pétales de roses lâchées du plafond. Mais il faut souligner que ses cruautés ne s'appliquaient qu'à ses parasites, jamais au peuple. Et rappeler que, envieux des prostituées pénétrées par tant d'hommes, il rassembla toutes celles de Rome et leur adressa un discours commençant par... «Camarades!».

Antonin Artaud, dans son livre déchaîné *Héliogabale ou l'anarchiste couronné* (Gallimard), avance une remarquable théorie, assez improbable mais réjouissante. Artaud voit en lui «moins un fou qu'un insurgé [...] contre la monarchie romaine, qu'il a fait enculer en lui». «Son insurrection est systématique et sagace et il la dirige d'abord contre lui. Lorsque Héliogabale s'habille en prostitué et qu'il se vend pour quarante sous à la porte des églises chrétiennes, des temples des dieux romains, il ne poursuit pas seulement la satisfaction d'un vice, mais il humilie le monarque romain.» «Il continue enfin son entreprise de rabaissement des valeurs, de monstrueuse désorganisation morale, en choisissant ses ministres sur l'énormité de leur membre.»

Héliogabale mourut à 18 ans: ses soldats lassés l'égorèrent dans les latrines.

Nestor Potkine

qui n'entrera plus dans des latrines qu'avec précaution.

Les **petites mains vertes** du capitalisme triomphant

Philippe Pelletier

POURQUOI NE PAS APPLIQUER à la « crise écologique » le même recul critique que nous avons vis-à-vis de la « crise économique » ? Car nous savons bien que le patronat et les dirigeants politiques, qui parlent tous de « crise », n'ont pas la même perception de ladite crise que les salariés, les chômeurs ou les précaires qui voient leurs revenus diminuer et leurs conditions de travail s'aggraver.

Nous savons aussi que le capitalisme n'est pas en train de mourir et que son essence même est de passer de crise en crise, quel que soit l'adjectif qu'on donne à celle-ci. Ceux qui prétendent le contraire soit se trompent d'analyse, soit visent à manipuler les masses pour mieux imposer leur politique : une dérégulation accrue chez les libéraux, un État plus autoritaire à l'extrême droite ou à l'extrême gauche. Soit ils font les deux. N'en irait-il pas de même pour la « crise écologique » ?

De grandes messes environnementales

La donnée incontournable est l'accroissement démographique de l'humanité depuis un siècle et demi, qui n'a jamais connu un tel niveau dans son histoire. Il faut d'ailleurs se méfier de cette référence à l'histoire puisque, par définition, celle-ci n'est jamais la même, sauf à plaider une vision déterministe et linéaire (comme aime à le faire la majorité des marxistes et des écologistes).

Tous les sommets internationaux sur l'environnement sont pilotés par les États, avec l'escorte des ONG et de certains scientifiques. Penser qu'ils peuvent résoudre les problèmes écologiques revient à croire au Père Noël, mais penser aussi qu'ils ne font rien est égale-

ment une illusion. Rio n'est pas un carnaval, où les dirigeants s'amuseraient et où ils ne seraient que des guignols, mais une grand-messe où il faut réciter la nouvelle idéologie à faire communier aux individus et aux peuples.

En fait, comme dans tout sommet international (sur l'économie, la course aux armements, etc.), différentes forces s'affrontent. Il n'y pas les bons d'un côté et les méchants de l'autre, car toutes ces forces ont des intérêts à défendre. Le fait qu'elles se réunissent prouve qu'elles recherchent une sorte d'équilibre, en leur faveur évidemment, mais en sachant que le résultat n'est pas acquis, à part défendre le système en place, c'est-à-dire maintenir le capitalisme et l'État.

La bourgeoisie, qui est l'une de ces forces – et par bourgeoisie les anarchistes n'entendent pas seulement les patrons, mais aussi les dirigeants politiques –, n'est pas homogène, elle est, comme les États ou les technobureaucraties, composée de couches différentes, aux intérêts parfois opposés, à la fois à l'intérieur d'un État-nation (petite et grande bourgeoisie) et entre les pays, le monde (nationalisme, transnationalisme, impérialisme...).

La bourgeoisie éclairée du Club de Rome

Le Club de Rome fait partie de la branche prospective éclairée de cette bourgeoisie qui raisonne à long terme. Il est fondé à la fin des années 1960 par deux grands dirigeants politico-économiques, Aurelio Peccei (dirigeant de la Fiat et PDG d'Olivetti, deux grandes entreprises italiennes) et Alexander King (général britannique au sein du commandement de



l'Otan, ancien conseiller du gouvernement britannique), deux personnages qui n'ont pas grand-chose à voir avec le communisme libertaire ni même le primitivisme. Qu'on puisse se référer idéologiquement à de tels lascars laisse songeur...

Le constat du Club de Rome est formulé au début des années 1970 avec l'aide de scientifiques dont la fonction sociale est de faire valoir leur prétendue expertise pour mieux se reproduire (avec contrats et notoriété à la clef). Il est clair : face à la croissance démographique (même si celle-ci ralentit malgré l'alarmisme de certains démographes ou de certains écologistes comme Lester Brown ou Paul Ehrlich dont les prévisions à l'époque se sont révélées fausses, ce qui ne les empêche pas de garder la même posture catastrophiste), l'économie (capitaliste) doit gérer plus rationnellement les ressources, les matières premières et l'énergie.

La problématique du «réchauffement global» s'y ajoute au début des années 1980, lancée en particulier par le gouvernement Thatcher qui veut casser les charbonnages britanniques (pour des raisons essentiellement politiques) et promouvoir l'énergie nucléaire. Celle-ci est désormais vantée comme étant «l'énergie propre» car faiblement émettrice de CO₂, jusqu'au Japon de Fukushima dont c'était devenu l'un des principaux arguments – un CO₂ qui est supposé accroître l'effet de serre (qui existe naturellement), lequel est supposé transformer le climat¹.

Il faut écrire «supposé» car, contrairement à ce qu'on raconte, les scientifiques ne sont pas unanimes sur ce point, sans qu'ils soient

appointed par le pétrolier Bush (épouvantail commode sur fond d'antiaméricanisme) ou par Claude Allègre (autre épouvantail pour ceux qui croient que «la gauche trahit» alors qu'elle gère et gèrera l'État, et donc les contradictions évoquées plus haut)².

Le tout se fait au nom de la science, l'écologie, qui ne peut d'ailleurs pas «être vidée de son contenu subversif» à moins d'être transformée en idéologie, auquel cas elle n'est plus une science, même si certains militants et surtout les dirigeants Verts cultivent la confusion entre les deux, entre l'écologie (la science) et l'écologisme (l'idée et le mouvement).

Les adaptations du système capitaliste

Les sommets internationaux forment donc le théâtre où s'affrontent les différents intérêts entre États-nations, anciennes grandes puissances et pays émergents, pétroliers et nucléocrates, technobureaucrates et ONG, grands et petits strapontins. Le CO₂ devient ainsi un enjeu, un prétexte en fait pour les grandes puissances industrielles de freiner – ou mieux : contrôler – l'économie des nouveaux pays industrialisés, avec son marché du carbone, ses transferts de technologie dûment monnayés.

Penser, ne serait-ce une seule seconde, qu'il peut sortir une solution de ces sommets revient à croire que l'ONU peut accomplir la paix dans le monde. Ne pas voir ce qu'ils sont revient également à se tromper du tout au tout sur la capacité qu'ont les capitalistes à se perpétuer.

Après tout, le système industriel est passé en deux siècles de l'huile de baleine au gaz

puis à l'électricité, du charbon au pétrole, puis au nucléaire. En son temps, Proudhon analysait la transition de la batellerie au chemin de fer. Aujourd'hui, il pourrait analyser le passage possible du nucléaire aux énergies renouvelables (actuelles ou futures). Déjà, plusieurs États-nations ont annoncé leur sortie du nucléaire (Allemagne, Confédération helvétique, Japon), États qui ne sont pas précisément des îlots autogestionnaires au sein de l'océan capitaliste.

Il va sans dire que le modèle industriel, bien que né en Europe occidentale, ne s'identifie que partiellement à l'«Occident civilisateur» puisque la technologie moderne est appropriée un peu partout, notamment dans le monde sinisé qui, contrairement à ce qu'affirme un Gilbert Rist par exemple, véhicule sa propre notion de progrès, qui lui permet de se fondre dans le monde moderne. Ainsi, quelques mois à peine après l'invention de l'ampoule électrique par Edison, le patronat japonais l'employait dans ses usines la nuit, avant tout le monde.

Remplacer la logique salariale et marchande du capitalisme par sa logique énergétique n'est qu'un vulgaire tour de passe-passe, déjà manipulé par des révolutionnaires bien connus comme Nicholas Georgescu-Roegen dont le moindre physicien un peu compétent se gausse de ses élucubrations sur l'entropie.

Les experts anticipent, les naïfs se lamentent

Le capitalisme du XXI^e siècle n'est donc pas un système à l'agonie que ses dirigeants mettent sous perfusion, car il est dans sa logique constante de renouvellement et de mutation.

Son bras intelligent, le Club de Rome, et toutes ses déclinaisons s'appuient même sur des militants parfois sincères de l'écologie, accompagnés cependant de quelques gourous catastrophistes aux compétences scientifiques douteuses, qui s'empêtrent dans un constat souvent erroné et des solutions qui le sont encore plus (plus d'État, encore de la propriété privée, du salariat, du profit, du parlementarisme...).

Résultat: des juristes planchent déjà sur l'hypothèse d'États insulaires de l'océan Pacifique qui perdraient leur territoire sous la supposée montée des flots pour trouver de nouvelles formes de nationalité, de gestion des migrants et de récupération des ex-eaux territoriales!

En fait, ils se placent dans le cadre d'une gestion des flux migratoires reconsidérés de façon politiquement correct sous le nom de «réfugiés climatiques», label fumeux dont se gaussent les émigrés économiques du Tuvalu en Nouvelle-Zélande, mais qu'ils utilisent parfois si ça leur donne des subventions comme le révèlent des chercheurs qui ne se contentent pas de rester dans leur bureau métropolitain bien protégé.

Croyez-vous que cette notion de «réfugié climatique» ait été forgée par des écologues, des climatologues, des océanographes ou même des géographes? Que nenni, elle provient aux environs de 1998 de juristes d'une université canadienne qui cherchent à formaliser le droit des peuples autochtones, lesquels, «représentés» à l'ONU par des personnages désormais bureaucratisés (qui ne sont pas revenus au pays depuis des lustres) ou par des experts (qui ne savent pas forcément de quoi ils parlent), cherchent à tirer leur épingle du jeu politique et géopolitique au sein du désordre mondial. Ils savent que ce n'est pas en plaidant pour l'autogestion qu'ils se perpétueront, mais bel et bien en surfant sur les *desiderata* de toute cette écolocrature qui infeste les conférences internationales.

Les idiots utiles du capitalisme vert

Ceux qui sous-estiment la dynamique capitaliste et nous font croire à sa crise écologique inéluctable, c'est-à-dire sans solution en son sein même, constituent en fait les petites mains vertes du système qui va assurer sa transition énergétique. Celle-ci s'accomplira au détriment des salariés et des pauvres du monde entier, comme toujours, en les pressurant économiquement, car cette transition va coûter cher et nécessiter des capitaux. Capitaux qui ne tombent pas du ciel ou de la Mère Nature mais qui sont extorqués au travail. Rien de nouveau sous le soleil.

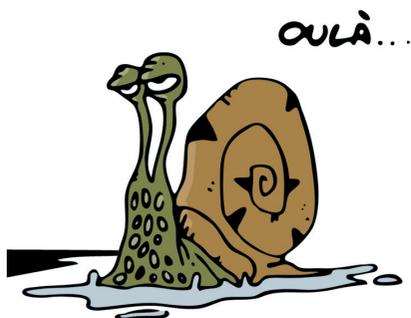
En un siècle, la social-démocratie, qui nous a fait passer des discours enflammés du néanmoins député Jean Jaurès à la direction du FMI occupée par un certain Strauss-Kahn, a permis au capitalisme de se renforcer grâce à une collaboration entre le travail et le capital via une redistribution partielle des richesses

via l'action syndicale et l'État dit providence. Le mouvement anarchiste n'a pas su, ou pas pu, tirer l'exact bilan de cette évolution, et il s'est retrouvé marginalisé. Entre la SAC suédoise qui a tenté d'en prendre actes, et la CNT espagnole qui rêve encore de la révolution de 1936, la situation est finalement assez similaire.

De nos jours, il faut bien voir que l'écologie remplit la même fonction pour le capitalisme (vert) du XXI^e siècle. De la même façon que la social-démocratie a toujours eu son aile gauche, parfois turbulente, pas forcément parlementaire mais s'abreuvant à la même idéologie (marxisme, philosophie de l'histoire, primat économique), l'écologie dispose de ses propres courants radicaux qui, en définitive, roulent inéluctablement pour son volant institutionnel (futur dirigeant, parfois déjà dirigeant). Cette combinaison s'effectue sur tous les plans: idéologique (primat de la nature, biodiversité agitée comme un mantra, misanthropie, pseudo-antiscientisme, négation de la lutte des classes) et politique (parlementarisme, voter en définitive pour le moins pire, technobureaucratie d'experts en tout genre arpentant les couloirs du pouvoir, avec, parfois, des postes clés, politique du haut vers le bas). Le mouvement anarchiste devrait-il refaire envers l'écologie la même erreur d'analyse qu'il a faite à propos de la social-démocratie triomphante?

Au temps de sa splendeur, le stalinisme, variante totalitaire de la social-démocratie, et s'accommodant avec celle-ci dans les pays occidentaux, bénéficiait de ce que les staliens appelaient, en se gaussant, les «idiots utiles»: ces imbéciles qui pensaient qu'il ne fallait pas désespérer Billancourt, que le bilan du communisme était finalement positif et que le marxisme n'était pas néfaste.

Il ne faudrait pas, de nos jours, que des anarchistes ou des compagnons proches de l'anarchisme jouent ce rôle-là, en s'alignant idéologiquement sur le catastrophisme des gourous écolos. La pensée libre mérite mieux que cela. **P. P.**



1. Meynard François: *La Légende de l'effet de serre. Manuel de démystification des problèmes et faux problèmes climatiques*, Lausanne, Favre, 2011, 274 pages. Il est significatif que, dans un passage méthodologique, l'auteur de ce livre décapant, ingénieur physicien et docteur en mathématiques, se réfère à une «science anarchiste» (p. 15), c'est-à-dire libre épistémologiquement et méfiante des dogmes, à Chomsky (p. 25) et à Orwell (p. 57). Ce qui prouve, si besoin était, que celles et ceux qui se posent des questions légitimes n'ont pas les mêmes références qu'un Claude Allègre, par exemple.

2. Denhez Frédéric, *La Dictature du carbone*. Paris, Fayard, 2011, 302 pages.

Femmes libres : toujours d'actualité

« Au mois de mai 1936, naquit la revue Mujeres Libres. Le choix de ces deux mots n'était pas un pur hasard. Nous voulions donner au mot "mujeres" (femmes) un contenu maintes fois nié. En l'associant à l'adjectif "libres" nous nous définissions comme absolument indépendantes de toute secte ou groupe politique, cherchant la revendication d'un concept – mujer libre (femme libre) – qui jusqu'à présent était connoté d'interprétations équivoques qui rabaissaient la condition de la femme en même temps qu'elles prostituaient le concept de liberté, comme si les deux termes étaient incompatibles. »

Lucía Sánchez Saornil (CNT n° 531 du 30 janvier 1937)

Rosine Pélagie

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

EN 1937 se tenait à Valence le premier et unique congrès du groupement Mujeres Libres, quatrième composante du mouvement libertaire espagnol. Le soixante-quinzième anniversaire de cet événement a été célébré à Barcelone les 28 et 29 juin, ainsi qu'à Valence du 24 au 28 septembre de cette année. Pour l'occasion, la CGT espagnole a édité une anthologie rassemblant quelques-uns des articles les plus intéressants publiés à l'époque dans leur revue éponyme, avec dessins et maquette qui aujourd'hui encore nous surprennent par leur modernité. On peut y trouver (ou retrouver) des textes de Amparo Poch Gascón, Aurea Cuadrado, Emma Goldman, des poésies de Lucía Sánchez Saornil, ou de León Felipe, des dessins de Baltasar Lobo, etc. Tout cela rassemblé dans cette anthologie dont le but est de donner un aperçu des idées et de la vie de milliers de femmes libertaires célèbres ou anonymes qui donnèrent leur énergie et parfois leur vie pour construire un monde meilleur.

Les journées commémoratives de Valence ont permis à la CGT espagnole (organisatrice) de réaliser un entretien-débat avec Josefina Juste, historienne de l'Université populaire Mères de la place-de-Mai (Argentine), et Emilia Moreno, déléguée du groupe des femmes de la CGT, toutes deux animatrices du programme Mujeres Libres sur Radio Klara (Valence). Elles ont ainsi déclaré : « Il ne s'agit pas de faire de l'archéologie, mais de récupérer pour le présent la mémoire de femmes qui sont un exemple d'engagement politique et éthique, pour elles-mêmes et pour l'ensemble de la société. »

Pour résumer, Mujeres Libres fut un groupement de femmes très engagées, autant en politique que dans leur condition et vie quo-

tidienne. Elles furent plus de vingt mille à en faire partie tout en militant également dans la CNT, la FAI ou les Jeunesses libertaires. Elles se réclamaient de l'anarchisme mais pas du féminisme en vogue à l'époque, qui était celui des suffragettes anglo-saxonnes qu'elles considéraient d'essence bourgeoise.

Certains des objectifs d'alors sont toujours d'actualité : elles revendiquaient le droit à l'avortement, à l'amour libre, au divorce pour celles qui étaient mariées, au contrôle des naissances et au respect de leur corps, etc. À l'époque, en moins de trois ans (d'avril 1936 à février 1939), elles obtinrent de grands succès par le biais des athénées libertaires de femmes (avec trois centres principaux : Madrid, Barcelone et Valence), mettant l'accent sur l'auto-organisation et l'alphabétisation (en 1936 près de la moitié de la population est analphabète). Elles se livraient à un travail d'information sur la contraception, la maternité, les menstrues, etc., sujets largement méconnus ou très peu abordés dans ces années-là. Elles ne négligèrent pas non plus le côté culturel par le biais de leur revue Mujeres Libres.

L'histoire a laissé de côté le rôle du groupement Mujeres Libres, d'abord parce que la révolution libertaire est elle-même assez occultée, ensuite parce que certaines de leurs revendications, comme le droit à l'avortement ou l'union libre, ne sont toujours pas complètement admises aujourd'hui. D'autre part, même dans l'historiographie libertaire, Mujeres Libres n'apparaissait pas avant les années 1980. Pendant la guerre civile, les militants anarchistes avaient, par rapport aux femmes, un comportement paternaliste ; quant à celles qui prônaient ouvertement

Les informations de cet article sont largement piochées dans *Rojo y Negro*, le mensuel de la CGT espagnole.

La crise actuelle provoquée par le système capitaliste/patriarcal est un prétexte pour attaquer les droits des femmes.

l'amour libre, elles pouvaient connaître certains problèmes car défendre des formes de « rapprochement » qualifiées de promiscuité pouvait leur valoir d'être traitées de putains. Quand nous parlons de paternalisme, nous voulons dire que, durant la guerre, les femmes étaient reléguées à l'arrière-garde, dans des tâches de services ou pour remplacer la main-d'œuvre masculine qui était partie au front. Rapidement, on n'a plus laissé les femmes combattre. De même dans les assemblées anarchistes, on les laissait peu participer. Elles ne purent non plus intégrer collectivement les organisations libertaires qui ne reconnaissaient que la division par profession ou branche d'activité, mais pas par genre. Ce qui amena les militantes de Mujeres Libres à dénoncer les compagnons anarchistes qui avaient un double comportement : ils prononçaient des discours grandiloquents sur l'égalité, qu'ils ne mettaient pas en application dans le foyer familial.

Pendant l'exil, après 1939, on compta une cinquantaine de groupes de Mujeres Libres. Le plus important était situé à Toulouse, mais il y en eut d'autres en France, par exemple près de Béziers avec Sara Berenguer¹ et en Angleterre, à Londres, avec Suceso Portales², qui se maintinrent jusqu'en 1976 – le plus important étant celui de Toulouse. En même temps il y eut en Espagne, dans la clandestinité, un travail significatif de certaines femmes comme Lucía Sánchez Saornil³, et cela malgré les difficultés de l'époque : le franquisme avait décrété que la femme devait vivre en fonction de l'homme, comme son appendice, étant ainsi reléguée au rôle de procréatrice, de cuisinière ou de couturière.

Aujourd'hui les choses ont-elles évolué favorablement ? Rien n'est moins sûr (et c'est un euphémisme) ; le système capitaliste patriarcal a toujours voulu dominer le corps des femmes, niant notre capacité à décider nous-mêmes de notre corps et de notre sexualité, et tendant ainsi à contrôler notre capacité reproductive en fonction des besoins dudit système capitaliste. L'obligation de virginité avant le mariage et de maternité après a été une constante tout au long de l'histoire des systèmes dominants. Ceux-ci se basant sur la domination et l'exploitation, ils ont utilisé les femmes en fonction de leurs objectifs économiques et sociaux, et tous ont contribué à rendre invisibles celles qui étaient en capacité de donner la vie. Malgré cela, les femmes, au long de l'histoire, ont élaboré des stratégies pour décider ou non d'enfanter, donc de contrôler les naissances.

La crise actuelle provoquée par le système capitaliste/patriarcal est un prétexte pour attaquer les droits des femmes. Avec une politique de coupes budgétaires affectant les droits sociaux, et d'attaques contre la législation du travail, la droite espagnole prétend en finir avec les conquêtes féminines acquises dans les luttes au cours de ces soixante-dix dernières

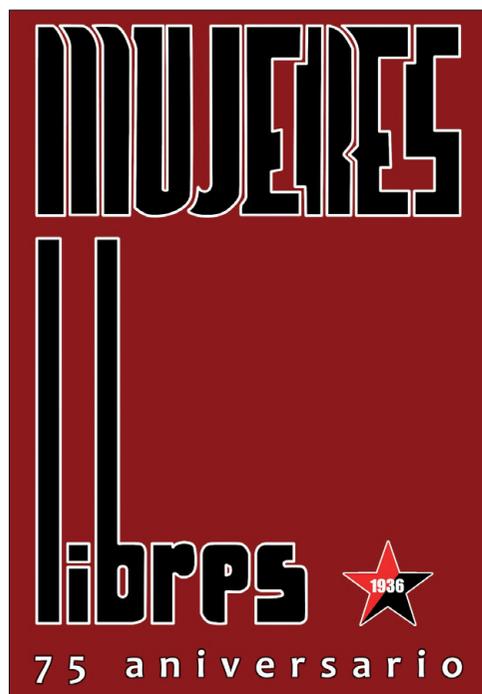
années. Il y a une bataille permanente pour nous empêcher d'accéder à l'IVG (seulement 3 % des IVG sont pratiquées dans le secteur public de la santé). La hiérarchie de l'Église catholique la plus rétrograde et les groupements catholiques les plus ultraconservateurs, mènent une campagne très agressive et à caractère fasciste contre nous autres femmes.

Par ailleurs, les coupes budgétaires et les licenciements massifs, ainsi que les incertaines « réformes » de la législation du travail, sont en train de nous rejeter, nous les femmes, en dehors du marché du travail. Dans les services publics de la santé, on nous cantonne au rôle d'assistantes de personnes dépendantes, cela sans toucher de salaire ou alors un salaire de misère. Les femmes de ménage subissent des licenciements parce que les employeurs d'ETT (Entreprise de travail temporaire) refusent d'établir des contrats légaux. La pression contre les couples non normatifs est également chaque fois plus grande. La violence du système capitaliste/patriarcal augmente et les jeunes femmes sans ressources économiques sont acculées à avoir recours aux avortements clandestins ou à subir des maternités non désirées.

Avec le combat féministe, depuis les années 1970, nous avons obtenu la modification de la loi, ce qui nous permet de ne pas avoir à justifier notre choix d'avorter, dans les quatorze premières semaines de grossesse. Il faut rappeler les obstacles que rencontrent les femmes pour faire appliquer ce droit, étant donné que dans certaines communautés autonomes (Navarre, etc.) la loi IVG n'a pas cours ; il y a aussi le cas des femmes immigrées qui n'ont pas le droit d'avorter dans le secteur public. Quant à la formation et à la prévention, ce sont deux aspects invisibles, dans les institutions de formation ou sanitaires. Avec la disparition des centres du Planning familial, la consultation contraceptive et tout ce qui a trait à la santé sexuelle deviennent plus difficiles d'accès.

Le 28 septembre, journée internationale de la dépénalisation de l'avortement, les femmes – et les hommes – de la CGT espagnole ont rappelé qu'elles – qu'ils – continuaient la lutte, pour le « droit des femmes à l'autodétermination de leur corps », comme Federica Montseny, ministre de la Santé qui avait défini et imposé le droit à l'avortement en 1936. Dans le cadre de ce combat, les femmes – et hommes – de la CGT espagnole exigent :

1. Dépénalisation de l'IVG avec la garantie de son application dans chaque communauté.
2. Avortement libre et gratuit dans le service hospitalier public, sans possibilité pour les médecins d'invoquer le « cas de conscience » pour refuser cet acte.
3. Garantie pour une éducation affective/sexuelle libre et plus seulement hétéro-normative.
4. Droit d'information sur toutes les méthodes contraceptives et gratuité de celles-là.





5. Droit des femmes à décider pour leurs corps: les femmes accouchent, les femmes décident.

6. Droit des femmes à jouir d'un projet de vie propre. Législation du travail prévoyant des postes de travail adéquats pour elles, leur permettant de profiter du droit à la maternité.

Ce combat sera encore long; les machistes honteux se sont transformés en néomachistes et dans le plus pur style ambivalent n'hésitent pas à clamer leur admiration et leur respect pour les femmes, alors que dans le même temps ils démontrent par leur comportement quotidien le mépris et la haine qu'ils ressentent pour elles. Le néomachisme prétend tout faire pour les femmes, mais rien avec elles.

Pour finir, laissons la parole à Sara Berenguer, qui à l'occasion de la sortie de son livre⁴ un an avant sa mort déclarait: «Je dédie ce livre à toutes les femmes qui ont lutté pour la liberté et l'émancipation féminine. À toutes celles qui ont été humiliées, battues, emprisonnées et assassinées sous le

franquisme; à celles qui sont tombées dans les camps de la mort nazis et à toutes celles qui subissent le machisme jaloux et possessif.» **R. P.**

1. Jacinte Rausa, Sara Berenguer, Éditions du Monde libertaire et Alternative libertaire. Lire aussi sa nécrologie par Hélène Hernandez, parue dans *Le Monde libertaire*, n° 1601, 24 juin 2010.

2. Suceso Portales participe activement au mouvement Mujeres Libres dès sa création en avril 1936, puis, après la victoire franquiste, s'exile à Londres où elle rééditera à partir de 1964 la revue *Mujeres Libres*. Elle s'installera ensuite en France près de Béziers (où se trouve déjà Sara Berenguer) et enfin retournera en Espagne après la mort de Franco.

3. Guillaume Goutte, Lucía Sánchez Saornil, poétesse, anarchiste et féministe, Éditions du Monde libertaire.

4. *Mujeres de temple* (Femmes de caractère), éditions L'Eixam.

La mémoire d'un vaincu

Cipriano Mera Sanz

Juan Roman

À L'ENTRÉE DE L'ÉTÉ 1936, près de 100 000 travailleurs paralysent le secteur du bâtiment de la région madrilène. Membre du comité de grève, Cipriano Mera, maçon et militant de la CNT, est arrêté début juillet. Il se trouve en prison lorsque le soulèvement militaire impulsé par le général Franco éclate. Libéré le 19 juillet par ses camarades, il se distingue aussitôt par ses qualités de combattant et de stratège au sein d'une colonne anarchiste qui s'emparera très vite des villes, villages et territoires de Castille tombés entre les mains de la Garde civile et des militaires factieux aux premières heures du coup d'État.

Dès lors, Cipriano Mera ne quittera plus le front de guerre jusqu'à la défaite finale du camp républicain, s'illustrant notamment lors de la célèbre bataille de Guadalajara où, avec ses soldats et en désaccord avec le commandement militaire de son propre camp, il mit en déroute les troupes franquistes et leurs alliés fascistes italiens.

La légendaire répugnance éprouvée par les libertaires envers tout ce qui touche au militarisme explique à n'en pas douter que les témoignages directs des combattants de la CNT et de la FAI quant au déroulement de la guerre et à leur participation aux combats,

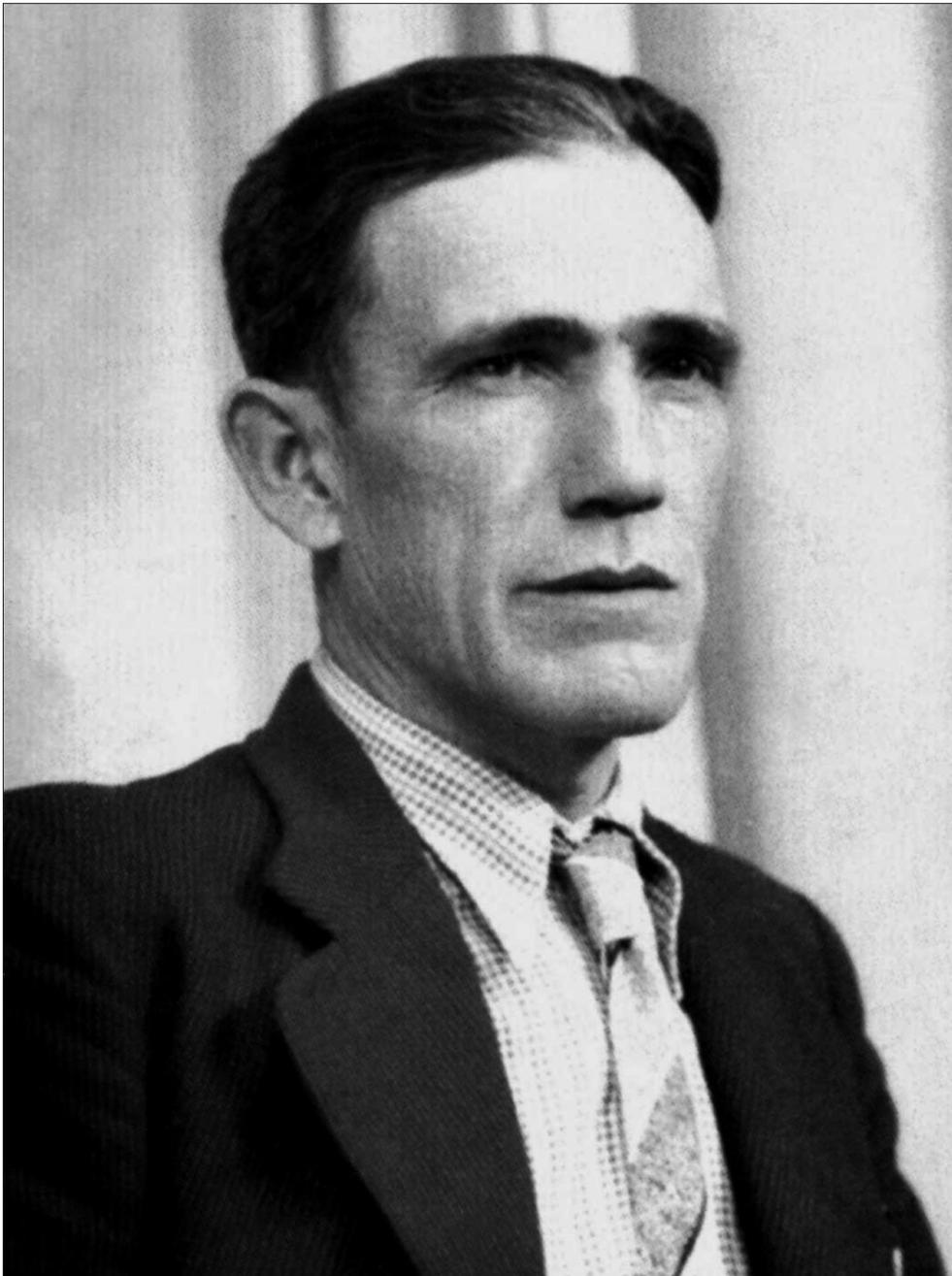
pourtant massive, aient été particulièrement rares, voire quasi inexistants. On comprend aisément qu'après la fin des combats et l'exil qui s'ensuivit l'accent ait été mis sur l'œuvre constructive, indiscutablement unique et formidable, réalisée par les militants de ces deux organisations, entre 1936 et 1939, dans les domaines de la collectivisation agraire et de la socialisation de l'industrie. Cette absence de témoignages aura hélas pour néfaste conséquence de laisser place, dans ce domaine, côté dit républicain, aux seuls historiens-faussaires communistes, qui s'appliqueront avec constance à travestir les faits, à minimiser cette participation active des libertaires à la lutte armée, à calomnier, à salir.

Les Mémoires de Cipriano Mera, publiés dans sa langue maternelle en 1976 et enfin disponibles en français¹, viennent donc heureusement combler une importante lacune. Ils permettront au lecteur de ce côté-ci des Pyrénées de mieux comprendre comment l'immense espoir de voir enfin triompher une révolution digne de ce nom tourna à la tragédie. Cette lecture ne sera pas non plus sans faire naître certaines interrogations et nécessaires réflexions, chez les libertaires appelant à la révolution comme à une partie de plaisir, sur la guerre, l'exercice de la violence, l'ordre, la discipline, le commandement, l'obéissance, autant de notions assez étrangères au vocabulaire courant des anarchistes, mais auxquelles les compagnons espagnols furent confrontés.

Émanant du cœur des combats menés contre le fascisme espagnol, le témoignage de Cipriano Mera permet de mieux cerner les graves questions posées au mouvement libertaire au cours de la guerre civile. Sur la très controversée militarisation des milices, par exemple, à laquelle Mera se rallia pleinement, après avoir été partisan d'une autodiscipline qui n'allait hélas pas sans problèmes. Cette transformation des milices en une armée classique eut, bien sûr, de funestes conséquences, en permettant aux communistes de se développer, d'avoir une certaine mainmise sur les postes de commandement, tout en se livrant sans désespérer à leur vaste entreprise de trahison. Mais Cipriano Mera ne tait pas non plus le gros problème que causa le comportement parfois puéril et irresponsable des combattants opposés à l'armée de métier, attitude qui dans les faits appelle et justifie, au mieux inconsciemment, l'exercice d'une

Pistolet mitrailleur Sten, démonté.





Cipriano Mera

Émanant du cœur des combats menés contre le fascisme espagnol, le témoignage de Cipriano Mera permet de mieux cerner les graves questions posées au mouvement libertaire au cours de la guerre civile.

autorité que par ailleurs on dénonce et rejette. Problème récurrent au sein du mouvement libertaire, reconnaissons-le...

Certains ne manqueront pas, en effet, de qualifier de rudes, voire rigides parfois, les propos ou attitudes de l'homme qui relate ici, avec simplicité, clarté, précision et franchise, ce que fut sa guerre. On ne discutera jamais chez lui, en revanche, le sens aigu de la justice qui l'anime, et une droiture et une honnêteté sans faille. Cela nous vaut quelques pages magnifiques, notamment celles où Cipriano Mera rend compte de son entrevue avec Juan Negrin, alors président du gouvernement républicain et véritable marionnette entre les mains des staliniens espagnols, eux-mêmes sous tutelle moscovite. Sans jamais s'attarder longuement à broser le portrait des principaux personnages qu'il fut amené à côtoyer ou à croiser, Cipriano Mera glisse çà et là quelques indications qui témoignent, selon les cas, de sa sympathie, de sa méfiance ou de sa franche aversion pour eux. Une réelle

émotion affleure ainsi des pages consacrées aux derniers instants de vie de Buenaventura Durruti. On ne sera pas surpris, à l'inverse, à travers le rappel de ce que furent leurs basses manœuvres, de son absence manifeste de respect pour les chefs militaires communistes, en premier lieu l'ignoble Lister ou El Campesino (Valentin Gonzalez).

Le sens critique de Cipriano Mera n'épargne toutefois pas les responsables de son propre camp, les camarades ministres anarchistes comme les membres du comité national de la CNT, qu'il exhortera, en vain, à ne pas quitter Madrid à l'heure où le gouvernement, face à l'avancée des troupes franquistes, décidera de quitter la capitale espagnole pour s'installer à Valence.

Ajoutons enfin qu'après la défaite un premier exil en Algérie alors française, son renvoi en Espagne par les autorités de Vichy, sa condamnation à mort par un tribunal militaire, commuée en trente années d'incarcération, puis son second et définitif exil en France, Cipriano Mera, ex-lieutenant-colonel de l'armée de la République espagnole, retrouvera son métier de maçon et finira sa vie sans jamais jouer les héros de la révolution à la mode soviéto-cubaine. Il est bon, à cet égard, de reproduire ici la fin de l'article² que Fernando Gomez Pelaez lui consacrait, peu de temps après sa mort, pour la revue que faisait alors paraître le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste : « Une fois terminé son calvaire, recouvré sa liberté et repris son travail quotidien, il n'accorda aucune importance aux charges et aux missions qu'il avait eu à remplir. Une anecdote est, en ce sens, particulièrement significative. Dans les années 60, Mera reçut la visite du colonel Perea, un des plus prestigieux militaires républicains espagnols, réfugié au Mexique. Celui-ci sollicita sa collaboration pour mener à bien une romantique tentative insurrectionnelle en Espagne. Mera, tout en éprouvant de la sympathie pour ce projet, lui répondit qu'il ne pouvait lui être d'aucun secours et que le mieux qu'il avait à faire était de prendre contact avec son organisation. Comme Perea insistait et évoquait d'anciens combats victorieux, Mera lui déclara : "Tout ceci c'est le passé. Je ne renoncerai jamais à la lutte, mais je n'accorde aucune valeur aux hauts faits militaires. Je veux dire par là qu'en redevenant ouvrier maçon, comme je l'étais avant la guerre, j'ai remporté mon unique victoire : la truelle. Le reste n'a pas d'intérêt." Tel était cet exemplaire militant libertaire. »

J. H.

1. Cipriano Mera, *Guerre, exil et prison d'un anarcho-syndicaliste*, éditions Le Coquelicot, Toulouse, 2012. Avec une belle préface de Fernando Gomez Pelaez.

2. Fernando Gomez Pelaez, « Cipriano Mera », *La Rue* n° 21, 1^{er} trimestre 1976. (NDLR : La revue *La Rue* est en cours de numérisation, elle sera bientôt disponible sur le site du groupe Louise-Michel de la FA : www.groupe-louise-michel.org.)

Commune libre

Une expérience communale du futur



LAS DES ÉTERNELLES DÉCLARATIONS militantes et velléitaires qui annoncent le Grand Jour pour un demain incertain, las des affirmations théoriques qui se fondent sur les grands maîtres libertaires du XIX^e siècle et se dispensent de concrétisations pratiques, las surtout des aveux d'impuissance face au rouleau compresseur du capitalisme, de la mondialisation, de la captation du pouvoir par la grande finance, j'ai fini par prendre la plume pour imaginer un demain possible. Les expérimentations de microsociétés libertaires sont légion, les initiatives allant vers une pratique réellement démocratique foisonnent, les idées géniales permettant de reprendre le pouvoir sur notre vie quotidienne fleurissent un peu partout dans le monde.

Pourtant, on voudrait nous faire accroire qu'il faut attendre le Grand Jour, la chute de l'empire de la finance, la prise de conscience généralisée de ce qu'est l'asservissement volontaire... On critique savamment le système, on appelle à la mobilisation, on exige de l'autre un investissement héroïque dans l'action et un purisme qu'aucune compromission ne saurait entacher. Et si la révolution était possible à notre niveau, localement, sans rigueur intellectuelle ni fidélité à une théorie quelconque ? Et si l'imagination, les tâtonnements expérimentaux, les travaux pratiques de la démocratie directe prenaient enfin le pouvoir ?

Je me suis donc transporté dans une commune de cinq mille habitants, une classique et banale ville de province, où un maire devenu « fou » transformerait le pouvoir communal en laboratoire, refusant d'accepter qu'il y ait des problèmes sans solutions, des solutions qui excluent, des exclusions qui permettent à d'autres de vivre...

La commune fictive de Saint-Martin va réinventer un monde viable. La société du don va remplacer la société marchande. Le service

prendra le pas sur l'exploitation, la solidarité sur le profit, la responsabilité sur la délégation des pouvoirs, l'imagination sur la passivité. Un vent de folie balaie toutes les évidences d'hier et oblige les habitants à repenser la justice, la police, l'école, le commerce, les pompes funèbres, l'établissement d'un budget, la fête locale, l'autosuffisance alimentaire, la politique énergétique, les déchets, l'urbanisme, les transports, le salariat, la banlieue, la banque, la santé. Dans cette joyeuse pagaille, les débats enflammés sont longs, bavards, conflictuels. Mais ils permettent de faire éclore une potentialité que nul n'aurait imaginée dans cette ville dépressive et économiquement mourante.

Il n'est pas question, dans ce récit, de prôner le municipalisme, de proposer un programme libertaire, de donner des solutions clé en main. Les erreurs de jugements, les errements théoriques, les oppositions de cultures éthiques et politiques, sont aussi essentiels que les outils dont la commune se dote. Nous avons la « boîte à outils », nous avons l'urgence de la situation économique et écologique, nous avons la soif d'innover, de changer le cours des choses. Reste à trouver le déclencheur, le catalyseur qui mettent tout cela en branle et rendent possibles nos rêves les plus fous. Dans la commune libre de Saint-Martin, il se nomme Laurent, conseiller municipal qui croise par hasard un petit groupe d'anarchistes. Ailleurs, chez vous, chez moi, il en serait autrement, ce qui garantit des risques de la modélisation, des dérives du programme politique, et laisse rêver...

Ce roman, qui vient de paraître aux Éditions libertaires, n'a d'autre but que de redonner l'espoir en ce temps de crise économique, un sens aux indignations multiples, une foi dans l'homme et dans son pouvoir d'adaptation et d'innovation...

François Grandebrou

Jean François Aupetitgeandre, *La Commune libre de Saint-Martin*, 272 pages, est en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 13 euros. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.

Gibier de **bagne**

Premier livre
des éditions Albache



VOICI UNE NOUVELLE venue parmi les éditions libertaires : Albache. Ce mot, tout droit tiré de l'argot du XIX^e siècle, renvoie au faux nom que donnaient à la police les vagabonds, les rôdeurs, et tout le petit peuple des faubourgs, harcelé par la flicaille parisienne. En contournant l'injonction à décliner son identité, il s'agit aussi en retour de forcer le pouvoir à mettre bas les masques : l'objectif de ce travail d'édition est ainsi de faire voir ce qui est occulté ou grîmé, aussi bien les techniques de pouvoir et les logiques de domination que la parole des sans-voix et leurs pratiques d'émancipation.

Leur premier ouvrage, *Les Derniers Forçats*, donne à entendre la voix, dérangeante et oubliée, de deux bagnards du XX^e siècle, Henry Marty et Philippe Martinez. Car le bagne n'est pas seulement l'épopée flamboyante et tragique d'anarchistes de la Belle Époque. Le dernier convoi de rapatriements part pour la France en 1953. Nombre de forçats restent sur place, après des décennies dans les camps. Les Éditions Albache ont ici choisi de publier les récits inédits de deux forçats envoyés pour mourir aux bagnes de Guyane, deux moribonds à l'hôpital André-Bouron de Saint-Laurent-du-Maroni qui racontent leur vie brisée par le bagne, sur des cahiers d'écoliers. Ici, pas de mise à distance intellectuelle ou de grande analyse politique : nous sommes confrontés à des témoignages directs et violents, entrecoupés de bouffées délirantes, enfiévrées, racistes, souvent troublantes.

Deux hommes inconnus, parmi les milliers envoyés au bagne qui ne se sont pas autorisés à écrire. Pourtant, lorsqu'une journaliste leur demande des témoignages écrits à la suite d'un séjour en Guyane, leur plume glisse sur les pages de carnets, s'affranchissant des questions qui leur sont initialement posées. Ils nous livrent des récits denses, préfacés et annotés de manière utile et fine dans la présente édition. Le style est direct et spontané, les propos crus, parfois cruels. On retrouve sur le papier la colère, les regrets et l'amertume de ces hommes qui attendent

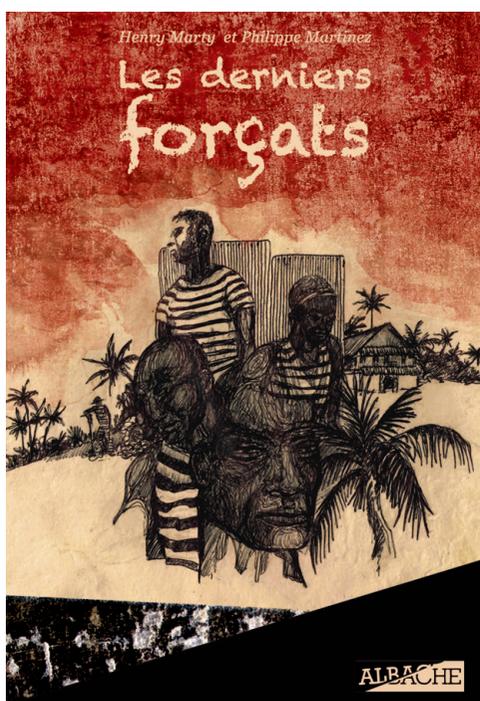
désespérément, en 1955, d'être rapatriés. Mais ils n'oublient pas de nous conter leurs exploits – probablement enjolivés – et leurs conditions de survie, les espoirs, les craintes qui jalonnent leurs parcours. De l'île du Diable à l'asile où ils finissent leurs jours, des chantiers forestiers aux rues de la ville de Saint-Laurent-du-Maroni, les deux forçats ont connu les différentes facettes d'un édifice carcéral qui s'emploie à broyer les hommes, loin de l'idéal d'amendement prôné au milieu du XIX^e siècle par la bourgeoisie au pouvoir.

Si ces textes ne sont pas des essais politiques, ils sont pourtant porteurs d'une conscience de classe, de l'évolution d'une société, d'une époque où l'industrialisation et l'urbanisation créent un monde paupérisé : un monde des bas-fonds, un monde de parias que les pouvoirs exilent sur une terre coloniale honnie et abandonnée. L'écriture parfois hasardeuse, confuse, déstructurée contribue à l'atmosphère de ce livre qui donne la parole à ces bagnards « ordinaires », de ceux dont les procès n'ont pas défrayé la chronique, de ceux qui, par dizaine de milliers, ont dû échanger leur nom contre un matricule. De ceux qui n'ont pas témoigné. Ainsi, ces écrits ne sont pas seulement révélateurs d'une politique coloniale métropolitaine, ils sont aussi les témoins d'une histoire sociale guyanaise. Ils manifestent à la fois la prise du pouvoir sur ces vies de rien, et ce qui résiste, ce qui ne plie pas.

À travers ce premier livre transparaît ainsi un vrai parti pris éditorial : quelque chose comme une tentative de décrypter les logiques de pouvoir du point de vue même de la multitude des sans-voix. D'autres livres sont annoncés : il est question de la diversité des pratiques autogestionnaires, de l'anarchisme espagnol au-delà de 1936, des mouvements de lutte armée au Nigeria... Une affaire à suivre.

Rafael

Groupe Quartier pirate de la Fédération anarchiste



Les Derniers Forçats, Paris, Albache, 2012, 224 pages, disponible à la librairie du Monde libertaire.

Sinistre spirale

C'EST AVEC SEPT BONS MOIS de retard que je suis tombé sur cette BD. Sortie en avril, *Les beaux jours reviennent* est un beau bouquin de Manolo Prolo, d'après l'écrivain Zilber Karevsky. Oui, le même Manolo qui illustre notre journal. Je faisais un tour à la Librairie du Monde libertaire et cinq ou six pages feuilletées m'ont suffi : c'est beau, en noir tranchant et blanc délavé par une pluie omniprésente, et les cases les plus éloquentes sont certainement celles sans phylactère. Le personnage central, Joseph Lapouthre, est professeur au lycée Georges-Brassens et vit une transformation sociale majeure : les directives du ministère instaurent l'enseignement de la Bible, des milices catholiques sont créées, la police est partout, surveillance, fichage, xénophobie ; le pays bascule dans une intolérance réactionnaire crasse. C'est donc un futur proche possible que Manolo dépeint, même s'il semble forcer un peu le trait parfois (quelques éléments

paraissent un peu exagérés pour être crédibles). Au premier abord en fait. On aurait pu critiquer ce manque de réalisme, mais je crois que c'est exactement le manque commun de lucidité qui est visé, celui qui fait qu'aucun vent de révolte ne souffle quand d'incroyables mesures gouvernementales sont prises. Justement, Lapouthre est au départ peu réactif, du genre à ne pas faire grève. Mais il rencontre Marie, dont les yeux sont les seuls à être dessinés en détail et dont la présence anime une envie diffuse de résistance chez Joseph. La situation politique empire de page en page et l'ambiance tourne du morose au sordide. Difficile de ne voir encore que le dessin, on est emporté par l'histoire. Et au contraire d'une critique qui resterait superficielle, je dirais que ni la psychologie des personnages ou la finalité du scénario ne sont à tenir pour primordiaux ; c'est bien l'enchaînement et le rythme qui comptent, soutenus par un dessin tantôt



contemplatif, tantôt dynamique, et un séquençage des cases quasi cinématographique. Du coup, on se laisse happer avec Joseph dans cette sinistre spirale.

Nicolas
groupe Louise-Michel

Les beaux jours reviennent, Manolo Prolo, éditions Même Pas Mal, 2012.



Jeudi 6 décembre

Chronique hebdo (10 heures) Chronique hebdo reçoit, à 11 heures, Bernard Ravenel, ancien président de l'Association France-Palestine, pour évoquer l'actualité au Moyen-Orient : Israël, Gaza, Cisjordanie, Iran et reconnaissance par les Nations unies, de la Palestine comme État observateur au sein de la communauté internationale.

Entre chiens et loups (20 h 30) Pour faire le pont avec Trane, une soirée consacrée à Julian Cannonball Adderley, et son frère Nat.

Dimanche 9 décembre

Tempête sur les planches (14 heures) 1817. Saint-Denis-de-La-Réunion. Un esclave réclame ses droits, la Déclaration des droits de l'homme dans la main. L'Affaire de l'esclave Furcy se donne au théâtre.

Restons éveillés ! (00 heures) Libre antenne.

Lundi 10 décembre

Lundi matin (11 heures) Infos et revue de presse.

Trous noirs (16 heures) Liber... terre. De Carrare en 1968 à Saint-Imier en 2012, huit congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA) analysés par notre compagnon Julien.

Mardi 11 décembre

Voix de l'anarchisme international (14 h 30) Saint-Imier. Plusieurs participants au 8^e congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes évoquent les projets et perspectives de développement de l'IFA.

Pas de quartiers... (18 heures) Sous réserve : histoire, actualité et avenir de la Série noire.

Paroles d'associations (19 h 30) Il y a tout juste un an sortait le DVD sur la radio mythique Carbone 14. Jean-François Gallotte animateur-fondateur vient nous en parler avec son humour bien à lui.

Mercredi 12 décembre

Blues en liberté (10 h 30) Albert King, guitariste gaucher de génie.

Femmes libres (18 h 30) Diffusion de l'enregistrement du café féministe de l'IEC : Jusqu'à quand le théâtre sera-t-il une affaire d'hommes ? avec Raphaëlle Doyon, Blandine Pélissier, Monique Surel-Tupin, Catherine Anne.

Ras les murs (20 h 30) Informations et analyses sur la situation actuelle de la prison et de la justice, avec lecture du courrier des prisonniers.



Jeudi 6 décembre

Eaubonne (95)

20h30. Antiproduktivisme, écosocialisme, socialisme gourmand... Rencontre avec Paul Ariès. À la Maison des associations.

Vendredi 7 décembre

Montbéliard (25)

18 heures. Conférence avec Maurice Rajsfus, historien et militant, cofondateur de *Que fait la police? Observatoire des libertés publiques*. Violences policières = armes sophistiquées et impunité. Salle 3 des Hexagones (quartier de la petite Hollande). Entrée libre et gratuite.

Ségré (49)

20 heures. Tous Cobayes? Comment se fait-il que l'énergie nucléaire soit toujours l'énergie du futur alors que l'humanité a vécu Tchernobyl et Fukushima? Avec Béatrice Jaud. Cinéma le Maingué, place du Port.

Rouen (76)

20h30. Les débats du café libertaire. Thème de la soirée: le point sur les luttes sociales (Maladrerie, Petroplus etc.) Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Paris XI^e

19h30. Les soirées vidéo de la librairie du monde libertaire. Grands soirs et petits matins de William Klein. Mai 1968. Les symboles de l'autorité sont contestés par des millions de grévistes et d'étudiants. William Klein filme au jour le jour. La projection sera suivie d'une discussion. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M^o Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Samedi 8 décembre,

Lyon (69)

13h30. Manifestive contre les grands projets inutiles (OL Land, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le TAV, etc.), place Bellecour.

Boissy-Saint-Léger (94)

16h30. Conférence-débat par Anne Steiner. Les anarchistes individualistes, enfants terribles des Lumières. Leur attitude intransigeante fondée sur le refus du salariat conduira certains d'entre eux de la vie en communauté à l'illégalisme



L'agenda 2013 des Éditions du Monde libertaire est arrivé. Disponible au prix de 7 euros à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, www.librairie-publico.com

violent jusqu'à la tragique épopée de la bande à Bonnot. Cinéma Le Forum, place du Forum. RER A, station Boissy-Saint-Léger. Entrée gratuite.

Paris XI^e

14 heures. Marché solidaire de produits zapatistes, palestiniens, etc. organisé par le Comité de solidarité avec les peuples du Chipas en lutte. Bar et petite restauration. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. Métro: Rue-des-Boulets, RER: Nation.

16h30. Rencontre débat autour du premier livre des Éditions Albache, *Les Derniers Forçats* d'Henry Marty et Philippe Martinez, carnets de deux bagnards du xx^e siècle. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M^o Oberkampf, Filles-du-

Jusqu'au 21 décembre

Montreuil (93)

Du mardi au samedi, de 13h30 à 18h30, exposition de dessins et de photos sur le thème: la tautologie est un sport de combat.

À la boutique Fatalitas!, 3, rue Édouard-Vaillant.

M^o Croix-de-Chavaux.

Calvaire ou République. Entrée libre et gratuite.

Lundi 10 décembre

Lyon (69)

Devant le TGI de Lyon (Servient) à 13 heures avec banderoles, etc. en soutien au camp Décines ta résistance.

decinestaresistance.weebly.com

sacresfilsdebutte@gmail.com

Mardi 11 décembre

La Bruguère (30)

20 heures. *Fukushima: enquête sur une super catastrophe*, un film de Michael Muller et Philippe Abresh suivi d'un débat avec Pierre et Annie Peguin. Mairie.

Mercredi 12 décembre

Versailles (78)

13 heures. Rassemblement pour soutenir 15 postiers du 92, poursuivis en justice par des cadres de la direction de la Poste des Hauts-de-Seine. Ces postiers sont tous des représentants locaux ou départementaux de SUD et de la CGT. Palais de justice, 5, place André-Mignot.

Jeudi 13 décembre

Paris XVIII^e

19 heures. Rencontre-débat avec Bernard Friot: remise en cause du système salarial et propositions alternatives. Au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

Vendredi 14 décembre

Besançon (25)

20 heures. Café polar avec Frédéric Bertin-Denis, auteur de *Viva la muerte*, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

Samedi 15 décembre

Nîmes (30)

14 heures. Manifestation pour imposer une autre répartition des richesses et la création d'un service public pour l'emploi! Quartier Sernam (Carrefour rue Sully-Vincent-Faita).



Autour de Notre-Dame-des-Landes



Photos Daniel Maunoury

